l'éditorial d'Arlette Laguiller Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1424 - 20 octobre 1995 - prix : 9 F

BOMBES

DES ATTENTATS
QUI VEULENT ISOLER
LES TRAVAILLEURS
IMMIGRÉS,

TRAVAILLEUSES,
TRAVAILLEURS,
TRAVAILLEURS,
UNISSONS-NOUS
UNISSONS-NOUS
AU CONTRAIRE!



Forfait hospitalier:
Juppé s'attaque
au droit à la santé

#### **SOMMAIRE**

3 - L'éditorial d'Arlette Laguiller

#### Société, politiciens et scandales

- 4 Juppé taxe les malades Jospin, secrétaire du PS Festival de réalisme de
- gauche 5 Les comptes de la campagne présidentielle CDS comme Compte De
- 10 Le polluant, c'est le fric - Le scandale de l'amiante
- 12 Suard rime avec milliard
- 16 Prix Nobel de la Paix « Pugwash » n'attend la paix... que du bon vouloir des gouvernements

#### Dans le monde

- 6 Allemagne : condamnation des auteurs de l'attentat raciste de Solingen Italie: Berlusconi ren-
- voyé en procès
- Côte d'Ivoire : nouveaux affrontements Irak: face aux pressions de l'impérialisme, Hus-
- sein se fait plébisciter États-Unis : la marche d'un million d'hommes noirs derrière un politicien réactionnaire
  - Turquie: la bourgeoisie face au mécontentement ouvrier

#### Dans les entreprises

- 11 Creusot-Loire Industrie la direction menace de fermer l'usine Fonderie de l'Authion:
  - grève contre la menace de baisse des salaires
- 12 Alcatel-Ormes: au « sous-marin », nous ne voulons pas couler:

  - Lever-Haubourdin:
- non aux licenciements et à la réduction des salaires
- ELM-Leblanc: histoire sans paroles (de patron)
- Ateliers TGV de Châtillon : la grève des nettoyeurs continue Gare de Lyon: fin de la grève du RER D

#### Lire

AL INDIA

15 - Dans la peau d'un intou-chable de Marc Boulet Un matin de Virginie de William Styron

### Droits des femmes

À Valenciennes encore des commandos anti-IVG à l'œuvre

## MAIS QU'ILS LAISSENT LES FEMMES DECIDER!

vent: un commando anti-IVG (interruption volontaire de grossesse) s'introduit dans un hôpital public, service Orthogénie, et s'enchaîne dans une salle, histoire de montrer « pacifiquement » qu'il respecte la vie; enfin, la vie des fœtus, parce que la vie des mères, la vraie vie, ce n'est pas leur problème.

Cette semaine le scénario a été pimenté par le fait que, dans le groupe des dix personnes anti-IVG, il y avait... le directeur adjoint de l'hôpital! Eh oui, il faut croire que les études ne protègent pas de la bêtise et que les diplômes peuvent coexister avec les toiles d'araignée dans la tête. Voilà donc dix personnes en principe en bonne santé qui se mêlent de vouloir faire la loi et de décider pour les autres qui sera mère et quand. On a envie de

Cela se répète trop sou- leur dire : « Mais occupez-vous de vos problèmes, faites autant d'enfants que vous pouvez et chargez-vous de leur éducation, mais laissez les autres décider.»

> Pendant des siècles l'avortement et la contraception ont été interdits, pourchassés, condamnés. Des centaines de milliers de femmes ont perdu la vie dans la détresse, la solitude, l'impasse d'une grossesse non désirée et d'un avortement non médicalisé.

> Il a fallu attendre la deuxième moitié du 20e siècle pour qu'une loi reconnaisse enfin la légitimité de la contraception et dépénalise l'avortement. C'était en 1974, et c'était une loi encore restrictive avec des limites importantes qui font encore de l'interruption volontaire de grossesse une véritable course d'obstacles. Mais enfin, un pas

#### La prochaine réunion du CERCLE LÉON TROTSKY

aura pour thème LA CAUSE DES FEMMES: PROGRÈS ET RECULS

Vendredi 10 novembre à 20 h 30 Salle de la Mutualité, 24 rue Saint-Victor à Paris (5e) Métro: Maubert-Mutualité Participation au frais: 20 F

espérer que la situation s'amé-

Au lieu de cela, la montée des idées réactionnaires, dans une période de crise économique et de régression sociale, fait qu'on s'oriente vers l'abolition de la loi Veil. Des esprits réactionnaires, et il y en a beaucoup dans le corps médical, au nom de la clause de conscience, au nom de leur carrière, au nom de leur morale machiste et de leurs convictions vaticanes, veulent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers.

Le directeur adjoint de l'hôpital de Valenciennes, puisque c'est de lui qu'il s'agit,

était franchi, et on pouvait a été aussitôt suspendu de ses fonctions. C'est bien le moins. L'administration réagit encore. Mais pour combien de temps?

En réalité, le droit à l'IVG et à la contraception est menacé, comme d'autres droits acquis, et il faudra se battre pour les sauvegarder et les élargir.

La justice s'est montrée ça et là indulgente envers les commandos anti-IVG. Ce n'est pas étonnant. Il y a aussi des juges réactionnaires. En fait c'est collectivement que les hommes et les femmes épris de liberté peuvent imposer un rapport de forces qui bloque tout retour en arrière.

Colette BERNARD

#### Émirats **Arabes Unis**

Sarah Balabagan, la jeune Philippine condamnée à mort pour avoir tué son patron qui l'avait violée, ne sera pas exécutée. La sentence du 16 septembre dernier a été annulée après l'intervention du dirigeant des Émirats, le même qui en juin dernier avait cassé un premier

### LIBERTÉ POUR SARAH!

comme trop clément à l'égard de la jeune fille. Ce retournement ne doit rien à l'humanité ou à un quelconque sens de la justice de son auteur. Il est plus certainement dû aux protestations et à l'ampleur des réactions suscitées à travers le monde par la sentence de mort. Sarah aura bénéficié du fait que son sort a été rendu public, et c'est heureux

jugement qu'il considérait même si cela ne peut faire oublier les milliers d'autres cas semblables dont les victimes restent méconnues.

Toujours sur décision du chef de l'État et sous prétexte d'amadouer le fils du patron violeur, la famille de Sarah devra verser à celui-ci l'équivalent de 200 000 francs, en dédommagement. Mais Sarah n'est pas libre pour autant. Elle est toujours sous la

menace du tribunal islamique qui doit siéger de nouveau le 30 octobre et statuer encore une fois sur son cas. Et si Sarah ne risque peut-être plus l'exécution, ce tribunal peut décider de son emprisonnement... y compris à vie. Il reste donc encore à sauver la jeune fille de cette mort lente qu'on lui prépare et à faire en sorte qu'en lui rendant sa liberté, on lui rende enfin justice.

#### **LUTTE OUVRIÈRE**

Union Communiste (Trotskyste) membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage: 16 400 exemplaires. Composition: [& Associés]. Impression: Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

### ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

1 an 6 mois (1 an soit 10 r	(°)
France DOM-TOM 300 F 160 F 100 F	
DOM-TOM, voie aérienne 390 F 200 F 140 F	
Europe (soit zone postale1) 420 F 210 F 100 F	
Autres pays, voie ordinaire  - Afrique francophone,	
Moyen-Orient, USA, Canada	
(soit zone 2) 450 F 230 F 140 F	
(comme voie aériei	ine)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon,	
Asie du Sud-Est (soit zone 3)   520 F   270 F   140 F	
- Océanie (soit zone 4) 540 F 280 F 140 F	
Autres pays, voie aérienne  - Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada	
(soit zone 2) 480 F 250 F 140 F	
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon,	
Asie du Sud-Est (soit zone 3) 540 F 280 F 170 F	
- Océanie (soit zone 4) 660 F 340 F 210 F	

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

#### **BULLETIN D'ABONNEMENT**

PRENOM: ADRESSE: ..... CODE POSTAL et VILLE: ..... ...... COMPLEMENT D'ADRESSE: .....

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE -LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement: - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON.

 par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

## DES ATTENTATS QUI VEULENT ISOLER LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Ceux qui décident des attentats tels que celui qui vient de se produire à nouveau dans le RER et les font exécuter par des jeunes ou des moins jeunes, dont ils exploitent le dévouement, en plus d'être des assassins, sont des criminels à plus d'un titre.

Bien sûr, il n'échappe à personne que s'en prendre à un public désarmé allant à son travail, faisant son marché, prenant le train ou se promenant sur une grande avenue, revient à frapper des civils, des enfants, des femmes et des hommes du peuple, et cela de la façon la plus aveugle qui soit.

Ce n'est pas pire, bien sûr, que de bombarder des populations civiles sous prétexte qu'on fait la guerre, mais comme les assassins vivent parmi les victimes et en sont proches, cela a un carac-

tère bien plus odieux.

Pourtant, ceux qui arment le bras des tueurs et les enivrent de haine et de fanatisme sont plus criminels encore à un autre titre.

Ils prétendent lutter pour on ne sait quel idéal, mais en tout cas pour leur peuple.

Ce n'est pas ce qu'ils font! Bien au contraire! En répandant le sang de cette façon ils ne suscitent aucune neutralité bienveillante pour leur cause parmi la population et encore moins de la solidarité. Ils pourraient rechercher de la compréhension vis-à-vis de ce pourquoi ils luttent. Mais non!

S'ils agissent ainsi, c'est qu'ils ne cherchent ni solidarité ni la moindre compréhension. Ils n'en veulent pas, ni pour eux, ni pour ceux qui les suivent, ni surtout pour leur peuple.

Ils veulent, au contraire, transformer toute la population d'ici en adversaire de leurs propres partisans. Ils veulent faire haïr leurs propres hommes, les couper de tous. Ils veulent que leurs partisans se sentent rejetés, coupés et ne puissent trouver de salut qu'auprès de leurs dirigeants. C'est une façon d'en faire des parias d'abord, des esclaves ensuite.

Mais ils font pire. Ce ne sont pas que leurs partisans qu'ils veulent isoler. Ils veulent aussi que toute la population maghrébine (y compris et surtout la jeunesse), qui vit ici, soit l'objet de la même méfiance et du même rejet.

Ils veulent provoquer une coupure sanglante. Ils veulent élargir, approfondir celle que le racisme engendre déjà, afin que ceux au nom desquels ils prétendent se battre soient de plus en plus coupés, de plus en plus rejetés.

Ainsi, ils espèrent que la boucle sera bouclée et que de plus en plus de membres de leur communauté n'auront d'autre choix que se jeter dans

leurs bras. S'ils sont des criminels, ce n'est pas seulement à cause des quelques dizaines de victimes qu'ils ont faites depuis le mois de juillet, c'est aussi à cause de ce crime-là, de ce fossé de sang qu'ils cherchent à créer entre l'ensemble de la population et la communauté maghrébine dont ils se servent à son corps défendant et à laquelle ils veulent ne donner d'autre choix que de les

Ils ne veulent pas convaincre, ils veulent contraindre.

La population maghrébine qui vit ici, qu'elle soit juridiquement française ou non, dans son immense majorité ne les suit pas. Mais les criminels qui frappent dans l'ombre veulent qu'elle ait de moins en moins le choix. Malheureusement, si on laisse faire ils peuvent gagner.

C'est qu'en face, notre gouvernement pratique une politique similaire ou, disons, voisine. Bien sûr, il se donne à bon compte des grands airs en prétendant qu'il va nous défendre contre les assassins de l'ombre ; que, pour notre bien, il faut se prêter au plan Vigipirate; qu'il faut être nous-mêmes vigilants et qu'il faut - on ne le dit pas mais on le sous-entend - faire notre police nous-mêmes en faisant la chasse aux colis suspects ou aux porteurs de colis quand les porteurs sont « suspects » alors même que les colis peuvent ne pas l'être.

Toutes mesures ou paroles qui contribuent à isoler la population maghrébine, même si nos ministres prétendent ne pas faire d'amalgame.

Les policiers, dont une trop grande partie même si c'est une faible partie – est ouvertement raciste, sont là pour corriger, oh combien, à leur façon les propos démocratiques des ministres.

Parce que si le gouvernement voulait vraiment que le plan Vigipirate ait des chances d'être efficace, il essaierait d'y rallier aussi la population immigrée en général, et maghrébine en particulier, française ou non, au lieu de la montrer du doigt.

Comment? C'est très simple. Il faudrait seulement une autre politique.

Le plan Vigipirate n'a jusqu'ici pas servi à empêcher les attentats. On le voit bien!

Les bombes qui n'ont pas explosé, ne l'ont pas fait uniquement à cause d'un défaut technique. Et la seule bombe qui a été désamorcée avant qu'elle explose l'a été grâce à un postier qui faisait son travail de postier.

Le plan Vigipirate, lui, n'a servi qu'à des milliers d'interpellations, de contrôles d'identité, inutiles sur le plan antiterroriste mais dont le résultat essentiel a été l'expulsion d'un certain nombre d'étrangers « en situation irrégulière », comme on dit, c'est-à-dire dont le permis de travail était périmé ou qui n'en avaient pas. Terroristes ceux-là? Que non! Les terroristes, les vrais, eux, sont en règle.

C'est-à-dire que le plan Vigipirate a surtout été une menace pour les étrangers et pour la population d'origine étrangère, même de nationalité française, qui se voyait un peu plus souvent contrôlée que les autres et souvent un peu plus brutalement.

Cette population qui est la principale cible du plan Vigipirate, qui est victime de la suspicion du reste de la population, n'est pas du tout rendue solidaire de la lutte contre le terrorisme et surtout de ce plan Vigipirate.

Cela ne peut aboutir qu'à une chose, c'est à la longue, à en rejeter de plus en plus, surtout des jeunes, dans les bras de ceux qui

tirent ces ficelles pleines de sang.

Si l'on voulait réellement aider la population maghrébine à se dissocier des terroristes et à s'en défendre, si on voulait aider la population des quartiers pauvres où ils sont peut-être recrutés, il faudrait démontrer à cette population qu'elle n'a rien à craindre du plan Vigipirate, quand bien même elle ne serait pas en situation très régulière vis-à-vis de l'immigra-

Si les CRS, l'armée, la police montraient qu'ils ne sont pas là pour cela, s'ils disaient et tenaient parole : « Vous n'avez rien à craindre de nous-mêmes si vos permis de séjour sont périmés, nous ne sommes pas là pour cela. Ce n'est pas ce que nous recherchons. Les terroristes, eux, ont des papiers en règle. Nous recherchons et voulons éviter les bombes dont vous pouvez être aussi victimes. C'est cela notre but ».

Si les ministres, les policiers, affirmaient et faisaient cela, les terroristes auraient plus de mal à survivre parce qu'entre nous, vous savez, le plan Vigipirate ne peut rien faire contre de tels attentats ponctuels qui est l'œuvre de petits

Au temps où, en France, à Paris, agissaient aussi des femmes et des hommes que les uns appelaient des « résistants », des « patriotes », et que les autres appelaient des « terroristes » ou « la main de l'étranger », il y avait aussi des rafles, des contrôles dans le métro, dans les gares, bien plus encore qu'aujourd'hui, de la part de la police allemande et surtout de la police française.

Les résistants savaient passer au travers. Quand ils avaient quelque chose de dangereux à transporter, des tracts, une arme, une bombe, ceux ou celles qui les portaient n'entraient jamais les premiers dans le métro : il y étaient précédés par des camarades « en règle » qui ne ressortaient que s'il n'y avait pas de danger et ils ne ressortaient surtout pas s'ils rencontraient des policiers au détour d'un couloir. Et la plupart des arrestations qui eurent lieu alors ne s'effectuèrent pour ainsi dire jamais dans de telles circonstances.

Il faut donc agir autrement qu'avec un simple déploiement de forces policières.

Mais malheureusement, ce n'est pas notre gouvernement qui le fera. Même s'il est appuyé par l'« Union sacrée » politique de l'ensemble des groupes parlementaires, de la majorité ou de l'opposition.

Ceux qui peuvent le faire, ce sont les travailleurs d'ici, toute la population, en ne tombant pas dans le piège que tendent les terroristes et en restant unis avec tous les travailleurs étrangers ou d'origine étrangère, qu'ils soient légalement français ou ne le soient pas, qu'ils aient ou non des permis de travail en règle.

Il faut s'unir avec tous ceux que les terroristes visent à isoler de nous, avec tous ceux qui ne veulent pas préparer une nouvelle dictature réactionnaire, moyenâgeuse et esclavagiste pour les femmes (et pour les hommes) en Algérie.

## JUPPÉ TAXE LES MALAD

A peine quelques semaines après le démarrage de la campagne sur la nécessité de réformes pour combler le déficit de la Sécurité sociale, Alain Juppé annonce les premières mesures : le forfait hospitalier passe de 55F à 70F par jour, soit une augmentation de plus de 27%.

Ce forfait hospitalier censé, rappelons-le, couvrir les dépenses d'hébergement du malade à l'hôpital a été instauré en 1983 par le ministre socialiste Beregovoy. Il se montait alors à 20 F. Aujourd'hui, on nous dit que l'argent récupéré grâce à cette augmentation -1,5 milliard - servira à financer la lutte contre le SIDA, l'hépatite C et la toxicomanie, le plan périnatalité, la sécurité des transfusions et la prise en charge des détenus malades.

Bref, on essaie de nous présenter comme un acte de solidarité ce qui n'est évidemment qu'une attaque de plus contre les assurés, et en particulier contre les plus démunis d'entre eux.

Se faire soigner à l'hôpital revient de plus en plus cher. Ne parlons pas de ceux qu'on appelle maintenant les «exclus» et qui, parce qu'ils n'ont pas de couverture sociale, y ont accès de plus en plus difficilement ou plus du cient d'une mutuelle qui prend tout. Mais payer le forfait hospitalier – qui reviendra donc bientôt à plus de 2000 F par mois – est en train de devenir un luxe pour une partie croissante de la population laborieuse, les petits salariés, les chômeurs, les RMistes... Le gouvernement prétend que la majorité des assurés bénéfi-

en charge tout ou partie du forfait hospitalier. Mais ce sont justement les plus pauvres qui ne peuvent pas se payer une mutuelle! Et ce sont eux qui, quand ils tardent à payer leur dette à l'hôpital, se voient envoyer les huissiers.

Le ministère de la Santé a annoncé en même temps que l'augmentation des budgets hospitaliers serait limitée à 2,1 % pour 1996, en forte baisse sur les 3,8% de 1995. L'inflation allant sans doute être supérieure à 2,1 %, des économies devront être faites sur le dos du personnel ou des malades.

Le gouvernement répétera sur tous les tons que l'hôpital coûte trop cher. Peut-être pourrait-on le gérer plus efficacement sans toucher à la qualité des soins ni aux conditions de paye et de travail du personnel hospitalier. Mais ce n'est pas de cela dont il s'agit. La campagne sur le coût des hôpitaux, comme celle sur les assurés qui abuseraient de la Sécurité sociale, a un seul but : nous préparer à des coupes claires dans les dépenses sociales et surtout, à payer plus. Pas dans le but de combler le déficit, réel ou exagéré, de la Sécurité sociale, mais pour que le gouvernement puisse continuer sa politique de subventions au patronat.

Sylvie FRIEDMAN



Jospin, secrétaire du PS

## FESTIVAL DE RÉALISME DE GAUCHE

Comme il était prévu, et se félicitent de l'unité enfin Lionel Jospin a été élu secrétaire du Parti Socialiste, avec 94,17% des votants. Il est vrai qu'il était le seul candidat en lice, et que ce succès trop triomphal - on a ironisé sur des chiffres qui évoquent ceux des anciens pays de l'Est, ou ceux que vient de recueillir Saddam Hussein en Irak - ressemble beaucoup à une victoire par défaut.

Les dirigeants du PS toutes tendances confondues se gargarisent des 14 millions de suffrages recueillis par Jospin à l'élection présidentielle, qui, disent-ils referaient du PS «le premier parti de France» rétablie autour d'un leader unique.

Voire! Car ces affirmations à partir de quelques chiffres hâtivement avancés ne rendent compte que très approximativement de la réalité. Les 14 millions d'électeurs qui se sont rassemblés sur le nom de Lionel Jospin ne l'ont fait qu'au second tour. Au premier tour près de la moitié d'entre eux s'étaient repartis, sur d'autres candidats: Robert Hue, Dominique Voynet, Arlette Laguiller ou encore Balladur. Mais cela n'empêche pas le PS de s'en estimer propriétaire et de considérer l'ensemble comme une preuve d'adhésion. Même si cette adhésion n'est que par défaut, cela lui suffit... dans sa logique purement électoraliste.

Quant à l'unité retrouvée autour d'un Jospin rassembleur, là encore c'est aller vite en besogne. Car la chance de Jospin n'est pas tant d'avoir réussi en mai dernier un bon coup électoral, c'est surtout de bénéficier du fait que les prochaines échéances électorales nationales sont encore lointaines. Les querelles d'ambitions, les rivalités entre courants, les calculs et les croche-pieds tacticiens sont donc prématurés, et on garde les couteaux au vestiaires. Mais notons toutefois que Jospin a quand même pris la précaution de choisir un étatmajor au sein duquel les représentants des différents courants du PS sont tous présents, selon un savant équi-

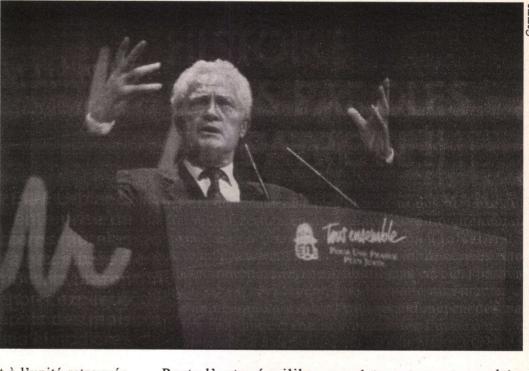
si nouveau que cela puisqu'il le fut déjà durant les premières années du premier septennat de Mitterrand, où il se montra un bon élève du président - il lui faut donc autant de doigté pour montrer qu'il propose autre chose que la droite, tout en montrant dans le même temps qu'il n'entend rien bouleverser. D'ailleurs le seul reproche précis qu'il fait à Chirac, c'est d'avoir fait des promesses qu'il n'est pas capable de tenir.

Du coup Jospin et son étatmajor se gardent précautionneusement de prendre le moindre engagement. Dans son discours d'intronisation, il explique qu'« il nous faut

Reste l'autre équilibre. maintenant non pas produire Celui qu'il faut maintenir un discours satisfaisant pour auprès de l'opinion. Il faut au le temps d'opposition, mais nouveau secrétaire du PS - pas que nous serjons incapables de mettre en œuvre au pouvoir (...). Je plaide pour un réalisme; mais un réalisme de gauche, pour un réalisme qui fait bouger les choses et apporte des réponses à la misère et au chômage tout en faisant vivre l'économie.»

Ce «réalisme de gauche» qui permet de faire « vivre l'économie» n'a guère le mérite de la nouveauté. Jospin et son équipe envisagent de nous resservir la même soupe que par le passé, mais sans nous promettre ni les légumes, ni les vermicelles. Jospin, c'est clair, nous avait-il dit. Oui, c'est vide.

Jean-Pierre VIAL



### Les comptes de la campagne présidentielle

## SELON QUE VOUS SEREZ PUISSANT OU MISÉRABLE, LA JUSTICE VOUS BLANCHIRA **OU VOUS LESSIVERA**

Le conseil constitutionnel a fini d'examiner les comptes de campagne des candidats aux élections présidentielles et a décidé qui serait remboursé et de combien.

En acceptant le compte de campagne de ceux qui avaient «omis» de déclarer d'importantes dépenses, le conseil constitutionnel a blanchi tous les grands candidats.

Les comptes de Chirac lui ont donné bien du mal car celui-ci avait omis de déclarer bien des dépenses de sa campagne : ni les loyers de ses permanences électorales dans les départements, ni leurs dépenses de fonctionnement, toute une partie des dépenses concernant ses meetings (location de salle, affiches, invitations, frais de déplacements), un bonne partie des déplacements dans les DOM-TOM, sans compter les dépenses pour la promotion des deux livres publiés par Jacques Chirac dans les mois qui précédaient l'élection pour faire connaître son programme. Cela faisait beaucoup (plusieurs millions de francs) à rajouter à ses dépenses déclarées. Et Chirac risquait fort de voir son compte rejeté pour dépassement du plafond de 120 millions de francs de dépenses autorisées par la loi. Mais comme Chirac n'avait pas fourni les factures de ces dépenses-là, le conseil constitutionnel a dû les évaluer comme il a pu, et ne les a estimées qu'à 3 334295 F. Heureusement, le compte de Chirac frôlait alors le plafond, mais restait de 40812F en dessous! Non seulement Chirac a ainsi échappé à l'amende pour dépassement mais il sera remboursé de la somme maximum, à savoir 43,2 millions de francs.

Pour Balladur avant d'approuver son compte, c'est près de 6 millions que le conseil constitutionnel a été «contraint» de rajouter à celui-ci. ne le laissant qu'à quelque 200 000 F du plafond de 90 millions qu'il ne devait pas dépasser, en tant que candidat du premier tour.

Par contre, il a invalidé le compte de Cheminade sous prétexte que celui-ci avait couvert ses dépenses de campagne par des prêts sans intérêts de la part de ses sympathisants, prêts que le conseil constitutionnel a décidé de considérer comme des dons. Si Cheminade avait emprunté à une banque en payant des intérêts, son compte de campagne n'aurait pas été rejeté, en tout cas pas pour ce motif.

Et puis le conseil constitutionnel a pris la décision de ne pas rembourser les dépenses que les partis politiques ont engagées pour le compte de leur candidats, même lorsque, comme dans le cas de notre camarade Arlette Laguiller, celle-ci avait spécifié qu'il ne s'agissait que d'avances pour lui permettre de faire campagne, avances qu'elle était bien incapable de faire ellemême et qu'elle s'était engagée à rembourser, dès qu'elle aurait été remboursée par l'Etat.

Cette décision du conseil a peu ou pas touché les autres candidats : si Voynet y a perdu 500 000 F, Jospin près de 810 000 F, et Balladur quelque 2,2 millions, Arlette Laguiller, elle, y a perdu presque 7 millions de francs, alors que ni elle,



de gros moyens financiers.

Le conseil constitutionnel a en effet décidé de ne lui rembourser que le tiers environ de ses dépenses, 3,7 millions sur 11,3 qu'a coûté sa campagne,

ni Lutte Ouvrière ne disposent alors même que ses comptes ont été approuvés sans la moindre rectification et qu'elle n'a dépensé que moins du dixième de ce que Chirac a (officiellement) dépensé.

Le conseil constitutionnel

étant la plus haute juridiction du pays, ses décisions sont sans appel. Comme quoi il n'y a pas une justice pour les pauvres et une justice pour les riches. La justice, ce n'est que pour les riches!

**Dominique CHABLIS** 

## CDS comme Compte De Suisse

Après le Parti Socialiste et le Parti Républicain, le CDS (Centre des Démocrates Sociaux) est le troisième parti qui doit remettre sa comptabilité à la

En mars dernier, on avait appris qu'il avait existé un compte en Suisse permettant d'alimenter les caisses du CDS de 1986 à 1992. Selon les aveux du banquier genevois Henri-Albert Jacques et de l'intermédiaire qui assurait la liaison entre ce banquier et le CDS, l'ex-secrétaire général du CDS Froment-Meurice, plusieurs responsables de ce parti étaient les personnes à prévenir en cas de problèmes, ce qui suggère qu'ils étaient au courant : Méhaignerie, ancien président du CDS et ex-ministre de la Justice, Bernard Bosson et Jean Arthuis, actuel ministre des Finances de Juppé.

Ce dernier a déclaré au quotidien Le Monde, la main sur le cœur qu'il n'était au courant de rien. Bosson dit avoir remis de l'ordre dans ces affaires quand il est arrivé au secrétariat général de ce parti en 1991 et Méhaignerie dit avoir exigé un financement absolument net. Ce dernier, qui avait donné le feu vert à cette enquête quand il était encore garde des Sceaux, devrait être entendu par un juge.

de francs ont transité, de 1986 à 1992, par ce canal financier discret qu'est le compte suisse, et qu'utilisent non seulement les politiciens mais aussi tous les trafiquants de la planète qu'ils vendent des armes, de la drogue ou qu'ils spéculent sur les monnaies.

D'un côté, des entreprises de promotion immobilière avoir été amnistiés par la loi comme Bouygues ou de de 1990.

grosses entreprises de la distribution comme Promodes, Continent, Rallye, Castorama alimentaient le compte. Après un petit tour en Suisse, l'argent retournait vers le CDS qui avait de gros besoins d'argent. Cet argent a ainsi aidé Barre à se présenter en 1988 ou Simone Veil à se faire élire aux Européennes de 1989, sans compter les salaires et les frais généraux du CDS.

Parmi les délits relevés, En tout cas, 26 millions deux versements ont eu lieu après la loi sur le financement des partis politiques qui normalement l'interdisait, mais comme l'a indiqué un responsable du CDS, vu la situation financière d'un parti très endetté, «il était impensable de refuser l'argent». Mais évidemment, ces versements présentent l'inconvénient de ne pas

Les enquêteurs essayent maintenant de savoir si la prolifération de dons venant des grandes surfaces au moment où le CDS Georges Chavannes, l'actuel maire d'Angoulême, était ministre du Commerce (entre 1986 et 1988) correspond à des avantages particuliers, ce qui relèverait alors du trafic d'influence.

En attendant, Juppé doit se dire qu'il n'a vraiment pas de chance avec ses ministres des Finances. Le remplaçant de Madelin à peine trouvé ne risque-t-il pas maintenant de lui faire faux bond? Et tout ça pour une affaire à peu près aussi banale dans le monde des politiciens que, mettons, s'octroyer un logement à loyer modéré quand on s'occupe du logement dans une grande ville.

J.F.



### CONDAMNATION DES AUTEURS DE L'ATTENTAT RACISTE DE SOLINGEN

A Düsseldorf en Allemagne, vient de s'achever le procès des responsables d'un des attentats racistes les plus meurtriers qui, à Solingen dans la Ruhr à la Pentecôte 1993, avait décimé une famille turque. Cinq femmes de la même famille dont trois fillettes avaient trouvé la mort dans l'incendie de leur maison, tandis qu'un homme était sérieusement mutilé.

Les trois plus jeunes des accusés, mineurs au moment de l'attentat, ont eu le maximum de peine qu'ils pouvaient encourir de ce fait : 10 ans de réclusion. Le quatrième, plus âgé, était passible de l'emprisonnement à perpétuité. Mais le tribunal lui a trouvé quelques circonstances atténuantes, du fait qu'il avait avoué.

Cent-vingt-cinq jours de procès, des centaines de témoins, des nuées de journalistes, la présence dans la salle d'audience de l'ambassadeur de Turquie, ont fait de ce procès un grand spectacle.

On a tout su sur la vie des jeunes accusés. Ils n'appartenaient pas tous au même milieu social, mais tous au même milieu poli-

Italie

tique d'extrême-droite. Christian R. (17 ans au moment des faits), gosse paumé, sans père, était déjà connu pour son racisme. Il avait diffusé des tracts de son cru, contenant des formules du genre : «Pourquoi faire des expérimentations sur les animaux, tant qu'il y a encore des étrangers dans le pays? » Félix K., d'un an plus jeune, était de bien meilleure famille, fils de médecin, mais lui aussi fréquentait le petit milieu d'extrême-droite de la ville, tout comme Christian B., 20 ans à l'époque, fils d'un père artisan et d'une mère serveuse. L'aîné, Markus Gartmann, était de milieu ouvrier. Toutes choses qui n'ont rien à voir avec le fait qu'ils aient été membres d'un groupe dit «néo-nazi», la DVU (Deutsche Volksunion ou Union populaire allemande).

Les autorités ne sont pas allées creuser beaucoup le pourquoi ni surtout le comment des choix militants de ces nazillons meurtriers. Il existait par exemple dans cette ville une école de sport où des militants d'extrême-droite venus de toute l'Allemagne se rassemblaient pour pratiquer des sports de combat. Trois des quatre accusés fréquentaient le lieu. Qu'y faisaient-ils d'autre? Comment? Avec qui, dans la ville comme à une échelle plus large? Et quelles relations ces milieux ont-ils avec des militaires ou ancien militaires? Tout cela est resté dans l'om-

Alors, par des condamnations relativement sévères, les autorités judiciaires allemandes et le gouvernement (par la voix du procureur de la République) se sont donné bonne conscience. Voilà un «État de droit»! Voilà un État anti-

Mais voilà surtout un procès qui ne changera rien à rien. Les jeunes qui s'engagent dans ces bandes de crânes rasés ne sont pas des inconscients et des naïfs et, même très jeunes, ils sont probablement plus responsables de leurs choix qu'ils ne le plaident devant un tribunal. Il y a fort à parier que les nazillons que compte l'Allemagne, à l'Ouest comme à l'Est, ne seront guère dissuadés par un seul de ces verdicts d'être des assassins en puissance ou réels, peut-être même seront-ils encouragés par leurs «martyrs».

Jugement estimé dur par certains ou trop clément par d'autres, ce n'est pas la société bourgeoise et sa justice qui résoudront le problème. Car ceux que la justice bourgeoise «punit», pour la galerie plus même que pour l'exemple, les industriels et les banquiers civilisés et tout le beau monde bourgeois antiraciste, fauteurs aujourd'hui de misère et de chômage, les fabriquent par milliers...

Michelle VERDIER



Berlusconi renvoyé en procès

### MONSIEUR PROPRE AVAIT LES MAINS SALES

Silvio Berlusconi renvoyé devant les juges : c'est le dernier épisode des aventures judiciaires du «cavaliere», ainsi que l'on surnomme dans la presse italienne le magnat de l'audiovisuel qui s'est lancé il y a deux ans dans l'arène politique, a fondé le parti «Forza Italia» («Allez l'Italie») et a même été pendant quelques mois chef du gouvernement.

Car Berlusconi a touché à tout et a bien évidemment usé du pot-de-vin comme la quasi-totalité des membres de la classe dirigeante italienne;

chefs d'entreprises ou grands bourgeois voulant payer des facilités, c'est en tant que dit-il sans avoir l'air gêné. politiciens se faisant payer Quoi qu'il en soit, voilà pour les accorder.

Pour ce qui est de Berlusconi, il s'agit des pots-de-vin versés il y a quelques années par sa société, la Fininvest, à des membres de la Brigade financière pour que ceux-ci allègent un peu leurs contrôles fiscaux. Il y en aurait eu pour quelque 380 millions de lires : l'équivalent de 1,3 million de francs au cours actuel de la lire, et plus au cours de l'époque. Une broutille... au point que la défense de Berlusconi est de dire qu'il n'était pas au courant : acheter les contrôleurs du fisc, même à ce prix, faisait partie des

quand ce n'est pas en tant que choses tellement subalternes c'est un autre ténor de la poliet routinières qu'il ne s'en occupait pas personnellement,

> qui fait plus que mauvais effet pour Berlusconi, qui a lancé son parti à coups de spots télévisés montrant son visage bronzé sur fond azur et le vantant comme l'homme qui allait rendre la politique

L'affaire montre à ceux qui ne l'auraient pas compris que, pour un Berlusconi, une place de Premier ministre s'obtient de la même façon que la complaisance d'un contrôleur du fisc : à coups de millions ou de milliards de lires, c'est un investissement comme un

Plus au sud, à Palerme,

tique italienne, Giulio Andreotti, qui comparaît devant ment même où ces gens-là les juges. Leader de la Démo- font des discours à la populacratie Chrétienne pendant tion sur la nécessité des sacriquarante ans, membre de presque tous les gouvernements et souvent même à leur tête, il est jugé pour avoir été pendant une bonne partie de ce temps compromis avec la Mafia. La Démocratie Chrétienne était complaisante avec cette société criminelle, on le savait. On ne savait pas en revanche que ce bon catholique d'Andreotti était allé jusqu'à Palerme échanger des baisemains avec le chef de la Mafia recherché par la police, Toto Riina, ce que le témoignage d'un «repenti» a révélé.

C'est dommage, on n'ap-

prend jamais ces choses-là qu'après coup, jamais au mofices, de la rigueur et du dévouement à la nation; et la population italienne commencerait d'ailleurs à être lassée de toutes ces affaires et révélations qui se succèdent sans arrêt depuis plusieurs années.

En effet, ce serait tellement plus intéressant de pouvoir contrôler directement ce que font politiciens et grands patrons, qui ils rencontrent et quels marchés ils passent; et pas deux, dix ou quarante ans plus tard, quand ils passent en procès et sont remplacés par d'autres, mais sur-le-champ!

André FRYS

### Dans le monde

## Côte-d'Ivoire

## NOUVEAUX AFFRONTEMENTS

**Deux semaines** après les émeutes du 2 octobre dernier dans les faubourgs populaires d'Abidjan et dans certaines villes de province, de nouveaux affrontements ont opposé le 16 octobre police et gendarmerie à des manifestants réclamant l'abrogation du nouveau code électoral. Ces deux journées ont déjà fait au total 7 morts et plusieurs dizaines de blessés. Mais ce n'est probablement pas fini. L'opposition a appelé à des «marches éclatées» durant toute cette semaine qui précède l'élection présidentielle du 22 octobre.

Une élection que le candidat officiel, Henri Konan Bédié, installé dans le fauteuil présidentiel à la mort de Houphouët-Boigny avec le soutien du gouvernement français, espérait gagner haut la main. Et pour cause : il a fait voter par un Parlement godillot un code électoral sur mesure qui interdit à celui qui passait pour son principal rival, Allasane Draman Ouattara, de poser sa candidature.

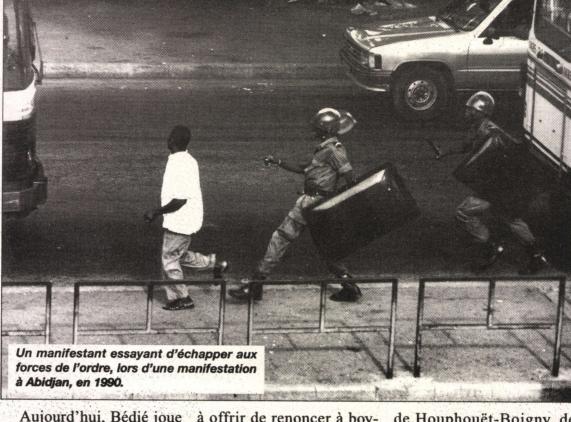
Ce n'était pas là la principale ignominie de ce nouveau code électoral : il en est d'autres, comme cet article qui retire aux centaines de milliers de Burkinabés, de Ghanéens, de Libériens, de Maliens, etc., le droit de vote dont ils disposaient jusquelà. A plus forte raison, ce

n'était pas là la principale ignominie d'un régime corrompu, autoritaire et dévoué corps et âme aux intérêts d'une petite couche de privilégiés et de l'impérialisme français.

Mais voilà, c'est cette ignominie-là qui a mis le feu aux poudres.

Peut-être parce que la Côte-d'Ivoire a subi pendant trop longtemps la dictature et le parti unique pour accepter que l'on y revienne, même si c'est sous les dehors du «multipartisme».

Peut-être, et c'est plus probable, parce que la provocation de Bédié a été la dernière goutte qui a fait déborder la colère après une année calamiteuse pour les masses pauvres, dont le pouvoir d'achat a été réduit d'au moins 50% rien que du fait de la dévaluation du franc CFA et qui subit tout au long de l'année la morgue, les rackets de la police et de la gendarmerie.



Aujourd'hui, Bédié joue la fermeté et menace de prison les chefs de l'opposition. (Quant aux manifestants, ils risquent déjà le passage à tabac, quand ce n'est pas la mort). Il se sait soutenu par l'impérialisme français, principale sangsue du pays et de ses couches laborieuses et qui maintient en permanence un fort contingent militaire sur place.

Les jours qui viennent diront si les coups de colère violents et répétés, si la crainte que la crise politique se prolonge en crise sociale, amèneront Bédié à des concessions en direction des chefs de l'opposition.

Ceux-ci ne demandent pas grand-chose : de proche en proche, ils en sont venus

à offrir de renoncer à boycotter les élections à venir la présidentielle doit être suivie de législatives et de municipales – et sont prêts à accepter une partie du code électoral. Ils semblent paniqués par la crainte d'être débordés par leurs propres troupes. Et évidemment, ils craignent tout autant que Bédié qu'à force de se heurter à la police et à la gendarmerie, les quartiers pauvres apprennent à se défendre et, qui sait, à ne plus se contenter de réclamer le retrait du code électoral.

Si la seule victoire des quartiers pauvres, en cas de recul de Bédié, aura été simplement de permettre à Ouattara, ancien Premier ministre

de Houphouët-Boigny, de pouvoir se présenter contre Bédié ou même prendre sa place, la victoire aura été illusoire. Ce que l'on peut souhaiter pour les travailleurs et les pauvres de la Côted'Ivoire, c'est précisément ce que Bédié comme Ouattara redoutent : que, dans les luttes pour faire reculer Bédié, les quartiers pauvres prennent l'habitude de se défendre et s'en donnent les moyens et qu'ils acquièrent la conscience que ces moyens leur sont indispensables pour se faire respecter, quel que soit le code électoral et qui que soit le président.

G. K.

### Irak

## FACE AUX PRESSIONS DE L'IMPÉRIALISME HUSSEIN SE FAIT PLÉBISCITER En organisant un réfé- parents de Saddam Hus- Afrique, en Amérique Saddam qu'à l'impéria-

rendum, le 15 octobre dernier, le régime irakien s'est livré à une parodie de démocratie. Au-delà de la question posée : « Êtesvous d'accord pour que le président Saddam Hussein soit président de la République?», le régime voulait surtout donner l'impression de sa légitimité, en dépit des difficultés économiques et des récentes défections au sommet de l'appareil d'État, dont plusieurs généraux et proches

Comme beaucoup de commentateurs l'ont relevé, les résultats de ce vote - 99,96% en faveur d'une reconduite pour sept ans de Saddam à la tête de l'Étatont surtout confirmé la nature dictatoriale du régime.

Certes, Saddam n'est rien d'autre qu'un dictateur, comme bien des gouvernements que les grandes puissances, dites démocratiques, soutiennent en

et qui ne cherchent même pas un semblant de légitimité en organisant des élections. Le régime moyenâgeux du Koweït que les USA et leurs alliés ont remis en place après la guerre du Golfe de 1991 en est un exemple.

Cela étant, si la population irakienne est aujourd'hui acculée à la famine et si l'état sanitaire du pays est désastreux, la responsabilité en incombe moins à

latine ou au Moyen-Orient lisme américain qui, en l'embargo contre le pétrole irakien afin de plaire à ses alliés, a asphyxié l'économie de ce pays. Cette dictature économique, imposée par l'impérialisme, a déjà causé la mort de milliers d'Irakiens. Et c'est la fraction la plus pauvre de la population qui en fait les frais, sans que ni Saddam ni les USA ne lui aient demandé son avis!

R.M.

# États-Unis

## LA MARCHE D'UN MILLION D'I DERRIÈRE UN POLITICIEN RÉAC

L'ampleur de cette manifestation, le lundi 16 octobre, dans la capitale fédérale américaine - même s'ils n'étaient que 400 000, selon les chiffres sûrement sous-estimés, de la police - s'ajoutant aux émeutes de Los Angeles d'il y a quatre ans et à l'acquittement de O.J. Simpson, a rappelé au monde que le problème noir reste entier. Par son nombre comme par son cadre ne semblet-elle pas la réplique d'une autre manifestation des Noirs américains : celle qui trente ans plus tôt avait aussi amené à Washington des centaines de milliers d'hommes - et de femmes cette fois - à l'appel de Martin Luther King. L'événement, jamais vu encore dans l'histoire des États-Unis, avait été un des points forts de la lutte contre la ségrégation. Il avait fallu des années encore, des explosions de colère, des émeutes, des centaines de morts et une quasi-guerre civile dans certains ghettos, mais finalement officiellement toute inégalité raciale fut

#### Racisme et ségrégation toujours présents

De toute évidence ce n'est pourtant pas le sentiment de la communauté noire qui s'est rassemblée ce lundi. L'Amérique noire se sent toujours repoussée et opprimée par l'Amérique blanche. Cela, bien sûr, tous le savaient, même ceux qui affirment le contraire. N'a-t-il pas suffi du procès d'O.J. Simpson, accusé d'avoir tué sa femme et l'amant de celle-ci, pour que l'opposition raciale éclate une fois de plus. O.J. Simpson était peut-être coupable, peut-être pas. Mais la question n'était pas là pour l'immense majorité des & Noirs qui ont laissé exploser leur joie à son acquittement, alors que l'immense majorité des Blancs, d'après les sondages, estimaient qu'un criminel venait d'être relaxé. O.J. Simpson avait beau être un parvenu, millionnaire, vivant comme les Blancs de sa classe parmi eux et presque accepté par eux, il était un Noir, victime pour cela des préjugés voire des preuves fabriquées d'une police raciste.

En tout cas le jury n'a pas voulu cautionner la justice de Los Angeles qui, malgré les émeutes des années précédentes, n'était pas parvenue à éliminer le racisme de sa police.

Certes quelques exemples voyants (et sur lesquels évidemment l'attention est attirée) semblent contredire ce tableau. N'estce pas un Noir, le général Colin Powell, ex-chef d'état-major, qui aurait, toujours selon les sondages, les meilleures chances d'être élu Président des Etats-Unis, s'il décidait finalement de se présenter? Un Noir à la présidence, une situation évidemment jamais vue et même tout à fait inenvisageable jusqu'ici, ne marquerait-elle pas un changement complet des relations raciales dans le pays?

montrent les exemples de Colin Powell ou ceux de maires de grandes villes, des Noirs ont pu ces dernières décennies grimper très haut dans l'échelle sociale, et intégrer la bourgeoisie blanche, ce qui était quasiment impensable il y a trente ans. Il est vrai que, conséquence du combat contre la ségrégation et l'inégalité des années soixante, une classe moyenne et une bourgeoisie noire se sont créées.

Mais ce qui est vrai aussi c'est que 33,6% des Noirs vivent

Il est vrai que, comme le au-dessous du seuil de pauvreté contre seulement 11,6 % des Blancs; que le revenu moyen d'un ménage blanc est pratiquement le double de celui d'un ménage noir; que le pourcentage des Noirs au chômage est de 11,3 % quand il est de 4,8 % chez les Blancs, des chiffres qui atteignent respectivement 42,6 % contre 16% chez les jeunes. En clair, trois décennies après la première marche sur Washington, la majorité des Noirs américains se situe toujours dans les couches les plus pauvres, opprimées et



bannie.

## Turquie LA BOURGEOISIE FACE A

La crise gouvernementale, ouverte il y a près d'un mois, continue en Turquie. Le Premier ministre démissionnaire, Tansu Ciller, a echoue dimanche 15 octobre dans sa tentative de former un nouveau gouvernement. Le même jour, et les deux événements sont liés, une énorme manifestation des travailleurs du secteur public, en grève pour l'augmentation de leur salaire, se déroulait dans les rues d'Ankara.

Les travailleurs du secteur public (700 000 personnes) sont en grève pour le renouvellement de leur contrat, qui devrait être effectif depuis le 1er janvier et n'est pas encore conclu. Un des principaux points en est la revade l'inflation, qui oscille en Tur- retomber sur les masses popuouvrier soit profond, et ce contexte social pèse fortement sur la crise gouvernementale.

#### Les sociaux-démocrates retournent à l'opposition

Le contexte social a compté, d'abord, dans l'éclatement de la crise elle-même. La coalition du parti de droite libéral DYP (le Parti de la Juste Voie de Ciller) et du parti social-démocrate SHP, devenu récemment CHP (Parti Républicain du Peuple), était au pouvoir depuis quatre ans, dont deux sous la direction de Ciller. Pendant quatre ans, la coalition a mené une politique d'austérité lorisation du salaire en fonction antiouvrière, tentant de faire

quie entre 70 % et 100 % l'an, laires les conséquences de la vement Nationaliste dont les la confiance. alors que jusqu'à présent le gou- gabegie des classes possédantes, membres, qui se nomment euxvernement propose... 5,4 %! On en même temps qu'elle accélérait mêmes les «loups gris», sont par- Türk-ls et la manifestation comprend que le mécontentement les opérations militaires contre les ticulièrement présents dans l'armée, d'Arkara Kurdes de l'est du pays. Mais il a la police, les services secrets, quand fallu attendre maintenant, alors qu'on est à un an au plus des prochaines élections législatives dont il risque de faire les frais et que son discrédit est au plus haut, pour que le CHP décide de se retirer de la coalition.

> Sur le papier, il existe d'autres solutions gouvernementales. C'est une de celles-ci que Ciller a expérimentée devant l'Assemblée le 15 octobre. Elle consistait à réunir dans une coalition, outre son propre parti le DYP, le parti d'extrême-droite MHP de l'ex-colonel Türkes et le parti dit « de gauche démocratique » DSP de l'ex-Premier

Le MHP, c'est le Parti du Mouce n'est pas dans les escadrons de la mort opérant contre des militants kurdes ou contre des personnalités de gauche. Ce compagnonnage n'empêchait pas Ecevit d'être prêt à se rallier à la coalition. Son parti de « gauche démocratique », fraction de la social-démocratie turque concurrente du CHP, est en effet aussi un parti ultra-nationaliste et a cela de commun avec les hommes de l'extrême-droite. C'est la continuation de la grève du secteur public et le mécontentement populaire dont elle témoigne qui ont finalement contraint Ecevit et le DSP à reculer et à ne pas voter la confiance à Ciller. Des députés du parti de Ciller lui-même ont

He a soften to the state of the

d'ailleurs eux aussi refusé de voter

Les hésitations sont tout aussi visibles du côté syndical. La grève du secteur public est contrôlée par la Türk-Is, la plus grande confédération syndicale turque, dont les dirigeants sont eux-mêmes parmi les pires bureaucrates, liés aux sociaux-démocrates mais aussi souvent aux libéraux, voire à l'extrême-droite. Une première manifestation centrale à Ankara avait été prévue pour le 7 octobre. puis annulée sous la pression du MGK, le Conseil National de Sécurité contrôlé par les généraux de l'état-major, qui dictent leurs volontés au gouvernement et au pays. Mais finalement, craignant sans doute de se déconsidérer tota-

## Dans le monde

## HOMMES NOIRS TIONNAIRE

exploitées. De même qu'elle est toujours en butte au racisme, toujours omniprésent parmi l'administration et surtout la police même s'il y a des policiers noirs servant d'alibi.

#### Un politicien réactionnaire

Cependant, par-delà leurs similitudes, par ses conséquences politiques celle-ci risque bien d'être fort différente de sa devancière. Car l'homme qui l'a appelée et organisée, et qui vient sans doute de marquer des points pour la direction politique de la communauté noire, Louis Farrakhan, est un politicien réactionnaire, comme est réactionnaire l'organisation qu'il dirige, la Nation de l'Islam.

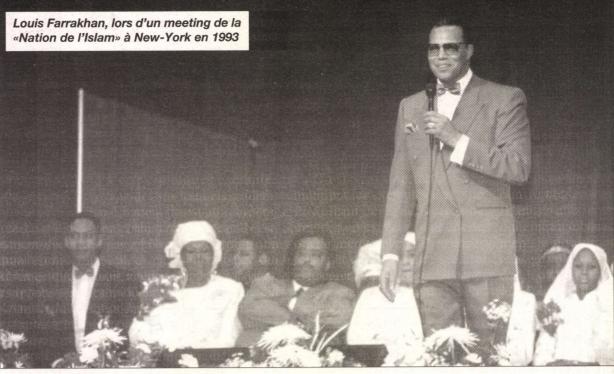
Certes Martin Luther King, pasteur, prêchant la non-violence à une communauté noire qui était victime de la violence raciste, non pas musulman comme Farrakhan mais chrétien, ce qui n'est pas mieux, n'était nullement un révolutionnaire. En contribuant à canaliser l'explosion et la puissance du mouvement noir des années soixante dans des voies non-violentes ou légalistes, respectueuses de la société capitaliste américaine, il a oeuvré lui aussi contre les intérêts des Noirs pauvres qu'il disait ou croyait défendre.

changement superficiel mais aussi du fait que rien n'a fondamentalement changé.

Par certains aspects Farrakhan est sans doute plus radical, quand en prêchant la séparation d'avec la communauté blanche, il prêche aussi l'auto-organisation, voire l'auto-défense de la communauté noire.

C'est d'ailleurs cette volonté de redonner une organisation sociale et politique à la commu-·nauté noire – les marcheurs de Washington manifestaient pour «reconquérir dignité et responsabilité» – qui fait le succès de la Nation de l'Islam. A une communauté ravagée par tous les fléaux qu'apporte la misère, délinquance, drogue, oppression accrue des femmes, les règles strictes que s'impose la Nation de l'Islam mais qu'elle semble prête à imposer à tous peuvent apparaître des solutions. L'intervention de ses milices dans les rues des ghettos, où évidemment ce sont les Noirs eux-mêmes qui sont les premières et plus nombreuses victimes de la violence et de la délinquance noire, ne peut qu'être bien accueillie. La réhabilitation d'alcooliques, de drogués et de maquereaux en abstinents et en bons pères et maris responsables va aussi dans ce sens.

Mais, pour les partisans de Farrakhan, de la tenue morale à Il est en partie responsable du l'ordre moral il n'y a pas loin, et



de celui-ci à l'ordre tout court (celui de la société de classe évidemment) non plus. La réhabilitation des hommes noirs est suivie par la volonté de maintenir les femmes noires au foyer. C'est-à-dire de maintenir d'une autre facon l'oppression des femmes. Ainsi à la marche de lundi seuls les hommes étaient appelés par Farrakhan, comme si les femmes noires n'étaient pas les principales victimes de la situation actuelle.

Quant aux milices de la Nation de l'Islam, même si elles sont applaudies par de nombreux habitants des ghettos, leurs interventions se font contre une fraction de la population noire; jamais pour aider celle-ci dans ses luttes, jamais non plus contre la police ou l'appareil d'Etat américain. Dans un certain nombre de villes la Nation de l'Islam a même passé des contrats avec cette police et les autorités. Contre, paraît-il, quelques millions de dollars, les milices se chargent complètement de la police dans les quar-

Ses discours appelant à une séparation entre les communautés blanche et noire font que Farrakhan demeure suspect aux dirigeants politiques américains qui ne se privent pas de critiquer son extrémisme, son antisémitisme et son racisme. Mais l'exemple ci-dessus indique qu'ils pourraient bien aussi se servir de lui. Et notamment s'il s'avérait capable d'instaurer une sorte de dictature sur une communauté dont la bourgeoisie américaine craint en permanence l'explosion. A condition d'écraser les trublions dans la communauté noire, Farrakhan pourrait même prétendre réaliser le rêve séparatiste de la Nation de l'Islam: une forme d'administration autonome des

quartiers noirs, forcément limitée évidemment, mais où ce serait un appareil de police noir qui maintiendrait l'ordre... et pourquoi pas un certain racket.

Auguel cas les premières victimes seraient les travailleurs noirs, dont les luttes seraient réprimées au nom de la nécessité de travailler pour le bien-être de la communauté. Ce qui serait une bien terrible conséquence du vide politique actuel dans le mouvement ouvrier, blanc et noir.

Car si un aventurier réactionnaire comme Farrakhan (certains l'accusent d'avoir été un des instigateurs de l'assassinat de Malcolm X dont il avait été l'ami) peut sembler aujourd'hui prendre la tête de la lutte de la communauté noire, n'est-ce pas en grande partie parce que la gauche et le mouvement ouvrier américain ont renoncé depuis bien longtemps à le faire!

J.M.

## NU MÉCONTENTEMENT OUVRIER

lement, les dirigeants de Türk-Is se sont sentis obligés d'organiser tout de même cette manifestation le 15 octobre, jour prévu pour le vote de confiance à Ciller.

Les généraux ont bien proféré de nouvelles menaces, de même que les préfets des différentes villes. Ainsi des compagnies de cars ont été menacées de « saisie » si elles acceptaient de conduire les grévistes à Ankara. Le préfet de cette dernière ville a lui-même juré qu'il ne permettrait jamais que l'on manifeste à Kizilay, la grande place de la ville. Des barrages de police ont été mis en place tout autour d'Ankara. Mais les travailleurs ne se sont pas laissé arrêter pour autant : ils sont descendus des cars, ont franchi les barrages et ont marché sur le centre d'Ankara pour se retrouver à Kizilay. Des bagarres ont eu lieu avec la police, faisant quelques blessés

et entraînant quelques arrestations. Mais l'ampleur de la mobilisation et la détermination des travailleurs ont contraint finalement la police et les autorités à laisser faire.

Cent mille au moins, peut-être trois cent mille personnes selon certains journalistes - les travailleurs étaient appelés à manifester avec leur famille - en déferlant sur le centre d'Ankara, à deux pas de l'Assemblée qui s'apprêtait à voter la confiance, ont ainsi fait du nouveau gouvernement DYP-MHP-DSP de Ciller un gouvernement mort-né. C'est donc une démonstration de la force de la classe ouvrière et du fait que, si elle compte peu dans l'hémicycle, elle peut compter beaucoup dans la rue.

Depuis ces dernières années, fait nouveau en Turquie, la classe ouvrière montre ainsi sa force et contribue à conduire dans

l'impasse les combinaisons politiciennes, voire à rendre ridicules les menaces des militaires euxmêmes, et ce malgré les hésitations et les calculs des bureaucrates qui sont à sa tête. Mais il lui faudra aussi bien sûr montrer qu'elle peut ouvrir une véritable issue, autre que cette société dominée par l'inflation et la crise, la guerre meurtrière au Kurdistan, les diktats patronaux et ceux de l'armée.

Pour cela, il ne faut bien sûr compter ni sur les bureaucrates de Türk-Is, ni sur les diverses variantes de partis sociauxdémocrates n'aspirant qu'à s'asseoir dans les fauteuils gouvernementaux. Mais les ressources de combativité, de détermination et de conscience sont bien là, au sein de la classe ouvrière elle-même. Elle vient encore de le montrer.

Julien SYLVA



## Le scandale de l'amiante

## CHRONIQUES DE MORTS ANNONCÉES

A la suite d'un article du journal Info-Matin qui dénonçait la présence d'amiante dangereux dans le métro parisien, la direction de la RATP a démenti, dans une conférence de presse, non la présence occasionnelle d'amiante, mais tout danger. Cependant le lendemain Info-Matin persistait avec de nouvelles accusations précises selon lesquelles, de l'amiante, il y en aurait un peu partout, sur les voies, dans certains équipements des voitures, etc.

Quoi qu'il en soit de la situation réelle dans le métro parisien, il est certain que l'amiante est très largement répandu. Il n'y a pas de recensement précis mais les spécialistes estiment à une dizaine de milliers le nombre des bâtiments qui en comportent, dans le pays. Souvent des bâtiments publics, écoles, facultés, hôpitaux, supermarchés, etc. Sans compter des revêtements routiers et divers équipements...

L'amiante est un minéral fibreux, isolant et incombustible, d'où son utilisation très générale dans les revêtements, ciments, cartons spéciaux, joints, etc. Tant qu'il reste compact il comporte peu de danger pour les usagers (il en comporte cependant pour les travailleurs qui le manipulent), mais quand il commence à s'effriter, avec l'âge, l'usure, les chocs, les vibrations, etc., les poussières d'amiante extrêmement fines répandues dans l'atmosphère constituent un danger terrible pour les poumons: les particules s'incrustent, il n'existe aucun moyen de les enlever, et elles restreignent la capacité respiratoire, un peu comme la silicose, et provoquent souvent des cancers. On parle de 2000 cancers dus à l'amiante et de 800 morts, chaque année en France. Et comme les cancers se déclarent souvent de longues années (parfois plusieurs dizaines d'années) après, c'est dire que le nombre de maladies dues à l'amiante risque fort d'augmenter à l'avenir, même si la législation a restreint (très tardivement en France!) puis interdit

A la suite d'un article du l'amiante, à l'exception d'une rnal *Info-Matin* qui dénon-variété jugée non dangereuse.

Normalement, si les autorités étaient soucieuses de la santé publique, elles devraient au moins entamer d'urgence le recensement des édifices traités à l'amiante, ainsi que faire une enquête pour dépister les travailleurs qui ont eu à travailler avec de l'amiante.

Mais le gouvernement ne se montre pas trop pressé. C'est que le coût de la «désamiantisation» des bâtiments est estimé à 30 milliards, et on ne sait qui devra payer. L'État? Les constructeurs? Mais ils ont souvent respecté une législation trop laxiste. Les propriétaires privés? Pour le moment il n'existe pas d'obligation de traiter les lieux infectés. Le gouvernement se contente d'étudier une réglementation pour les cas les plus dangereux.

L'attitude du gouvernement est scandaleuse et s'apparente à celle des responsables de l'affaire du sang contaminé. Peut-être viendrat-on nous dire dans quelques années que les actuels ministres étaient «responsables mais pas coupables»?

Mais l'attitude de certains patrons est tout aussi scandaleuse. Une entreprise, la SCREG, filiale de Bouygues, a dû renoncer, il y a peu de temps, à utiliser un revêtement routier à l'amiante, uniquement à cause du tollé que cela avait provoqué.

Lors d'une réunion de la commission de reconnaissance des maladies professionnelles, qui voulait ranger dans cette catégorie les «cancers broncho-pulmonaires» dus à l'amiante, la délégation patronale, en désaccord, a quitté la salle. Pour eux, c'est à la Sécurité sociale de payer, pas au patronat!

Cette attitude d'une partie du patronat et du gouvernement est révélatrice. La lutte contre l'amiante se fera, mais de façon très limitée et la moins coûteuse possible, assortie de paroles rassurantes, comme celles des responsables de la RATP.

André VICTOR



#### NOUS NE SOMMES PAS TOUS RESPONSABLES DE LA POLLUTION

## LE POLLUANT CEST LE FRIC

Dimanche, des milliers d'habitants de l'Ile-de-France ont manifesté à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

Ils ont bloqué un moment les comptoirs d'enregistrement pour protester contre les nuisances sonores qu'ils doivent subir à cause des décollages et atterrissages incessants, de jour comme de nuit.

Ils manifestaient aussi non seulement contre le fait qu'aucune mesure n'a été prise contre ces nuisances, mais qu'en plus deux pistes supplémentaires vont être construites.

Les manifestants ont même conspué leurs représentants qui ne proposaient pas une nouvelle manifestation après une heure de négociation négative avec la direction de l'aéroport.

Deux pistes supplémentaires, cela veut dire encore plus d'atterrissages et de décollages à chaque heure.

Jusqu'à plusieurs kilomètres dans le prolongement des pistes, le bruit est incessant et insupportable. Et l'été il est impossible aux riverains de garder les fenêtres ouvertes, d'autant que les avions sont beaucoup plus gros, plus lourds et plus puissants.

Bien sûr, on pourrait dire que c'est la rançon du progrès et qu'après tout ces riverains sont des individualistes qui n'acceptent pas de se sacrifier à l'intérêt commun. Et puis pourquoi habitent-ils dans le prolongement des pistes de Roissy?

Mais certains d'entre eux sont là depuis longtemps et Roissy est loin d'avoir toujours existé. De plus, les pistes sont de plus en plus longues pour permettre aux gros porteurs d'atterrir et de décoller.

Et, surtout, il y a pire.

Avant, il y avait un certain contrôle de l'Etat et même des Etats en général sur le nombre d'avions qui pouvaient fréquenter un aéroport,

Aujourd'hui, nous allons de plus en plus vers un capitalisme de libre concurrence, c'est-à-dire ce qu'ils appellent la «liberté du marché capitaliste», la liberté de se concurrencer les uns les autres. La jungle, quoi!

Le nombre de compagnies dont les avions fréquentent les aéroports d'Orly ou de Roissy, comme tous ceux du monde, est en constante augmentation, pour se faire concurrence sur les destinations les plus rentables, les plus juteuses, les plus profitables.

Mais cette concurrence aboutit au fait que, même si le nombre total de passagers transportés augmente, grâce à une guerre (toute relative d'ailleurs) sur les prix, le nombre de passagers augmente moins vite que le nombre d'avions qui décollent ou atterrissent. Ceux-ci sont de plus en plus au tiers, à moitié ou aux trois quarts vides.

Cela entraîne des pertes? Pas forcément. Il suffit d'abaisser les salaires des pilotes et surtout les salaires des personnels de cabine, ainsi que leur nombre. Un pilote est plus indispensable qu'une hôtesse, n'est-ce pas?

On prolongera ainsi les heures de vol de chaque steward et de chaque hôtesse. Lorsque ceux d'Air Inter ont fait grève, récemment, parce qu'on voulait les traiter de cette façon, on les a accusés, eux aussi, d'être des privilégiés.

Pourtant, une étude publiée dans la presse médicale spécialisée, réalisée il y a quelques semaines, a montré que, pour le personnel qui volait longtemps aux altitudes de 9000 ou 10000 mètres qu'atteignent les avions modernes, les rayons cosmiques qu'ils recevaient n'étaient pas sans incidence sur leur santé. Il y avait parmi eux un nombre plus grand que dans la population en général de cancers osseux. Et qu'en particulier les hôtesses présentaient un nombre significativement plus grand de cancers du sein que les autres femmes.

Voilà un sérieux privilège et un avantage chèrement acquis.

On aimerait, n'est-ce pas, pouvoir leur rendre la monnaie de leur pièce, à ces PDG et autres actionnaires.

La conclusion, elle est toute simple : c'est que la libre concurrence, la loi du marché, le capitalisme, cela pollue et ça tue.

Editorial des bulletins d'entreprise du 16 octobre 1995

### Dans les entreprises

#### Creusot-Loire Industrie

Le Creusot (Saône-et-Loire)

## FACE AUX REVENDICATIONS SALARIALES, LA DIRECTION MENACE DE FERMER L'USINE

Depuis le 18 septembre, des débrayages avaient lieu quasiment tous les jours dans le secteur Tôlerie de Creusot-Loire, pour réclamer des augmentations de salaires.

Creusot-Loire Industrie (CLI) est ce qu'il reste de l'ancienne usine Creusot-Loire, démantelée en 1985 après un dépôt de bilan. La société, qui comptait 8 000 ouvriers, a été revendue par petits bouts, les secteurs rentables allant principalement à Alsthom (équipements électriques) et Framatome (matériel nucléaire), tandis qu'Usinor-Sacilor gardait le secteur sidérurgique, rebaptisé Creusot-Loire Industrie (CLI),

en même temps que la moitié

des salariés étaient licenciés. Aujourd'hui, il reste 1 500 ouvriers à CLI, pour la production des aciers spéciaux. Pendant des années, la direction a fait accepter des sacrifices sous prétexte que la sidérurgie était en crise: plans de licenciements, départs à la retraite anticipés, salaires bloqués... Mais depuis un an, la production a augmenté de façon considérable. Les heures supplémentaires se sont multipliées, des dizaines de jeunes ont été pris en emplois précaires et les horaires sont bouleversés. Et tout ça, en même temps que les plans de suppressions d'emplois continuaient, et que la direction vendait plusieurs chantiers à des boîtes sous-traitantes.

Le ras-le-bol s'est accumulé. En septembre, Usinor-Sacilor, tout récemment privatisé, annonçait 2,4 milliards de bénéfices pour le premier semestre 1995.

#### **TROIS SEMAINES DE DÉBRAYAGES**

Le 18 septembre, dans le secteur Tôlerie, les syndicats ont appelé à des débrayages pour réclamer des augmentations de salaires et l'embauche des intérimaires: 90% des ouvriers ont participé à ce débrayage. Quatre ateliers débrayaient à tour de rôle pendant trois quart d'heures, d'où une production perturbée pendant trois heures par

Au bout de dix jours, la direction proposait une «prime de tonnage» de 300 F, payable à partir de janvier 1996. Le lendemain, les débrayages ont repris. Face à cette situation, la direction a lancé un ultimatum le 3 octobre : par voie de note de service, elle donnait 48 h pour cesser la grève, sous peine de fermer le secteur Tôlerie!

Les travailleurs ont pris ça comme un vrai chantage. Jeudi 5 octobre, l'équipe d'après-midi est arrivée en trouvant les portes fermées.

Mais pour la majorité des grévistes, il n'était pas question de céder devant ce coup de force. Le 10 octobre, les syndicats ont organisé un vote : sur 160 présents, plus d'une centaine était pour la continuation du mouvement.

#### LA RÉOUVERTURE MOUVEMENTEE **DES ATELIERS**

Trois jours plus tard, la

chacun des travailleurs de Creusot-Loire Industrie, pour annoncer d'une part que la Tôlerie allait rouvrir ses portes le 16 octobre, mais surtout pour tenter d'inquiéter l'ensemble des ouvriers sur les conséquences de la grève. D'après les arguments de la lettre, l'entreprise aurait déjà perdu des clients, les secteurs qui ne sont pas en grève (Aciérie et Forge) risquent de subir du chômage technique, la prime d'intéressement prévue ne sera peut-être pas versée, et en tout état de cause, les jours de lock-out ne seront pas payés pour les ouvriers de la Tôlerie.

Lundi 16, l'équipe du matin a donc repris le travail, mais à 9 h un nouveau débrayage était massivement suivi, avec rassemblement devant l'entrée de la Tôlerie. Plusieurs travailleurs des équipes d'après-midi et de nuit étaient également présents. Et c'est à plus de 120 qu'ils ont accompagné une délégation jusqu'aux bureaux de la direc-

Après plus d'une heure de discussion, la délégation est ressortie pour annoncer que la direction campait sur ses positions. Les grévistes présents ont alors voté pour la poursuite des débrayages, avec réunion chaque jour pour décider de la suite du mouvement.

En un mois de débrayages, les plus déterminés sont bien conscients qu'il faudrait plus que des débrayages dispersés pour faire reculer les patrons.

Correspondant LO



#### Delachaux Gennevilliers

### LES « METAUX » **SONT EN FUSION**

L'usine Delachaux, fief d'un patron «de choc», n'est pas réputée pour ses grèves. Pourtant, depuis le 5 octobre, les quinze ouvriers du secteur des Métaux s'y sont mis, las des réponses négatives du patron, pour 1000F de rallonge, l'incorporation au salaire d'une prime de 350F et la fourniture de bleus en fonction des besoins

L'usine Delachaux compte quelque 400 salariés dont 240 ouvriers. On y fabrique diverses pièces métalliques pour engins agricoles ou industriels, le métro... et on y raffine également le

A voir la façon dont le patron renvoie parfois des ouvriers chez eux le matin en leur demandant de revenir le soir, à la Fusion par exemple, il est évident qu'il se croit tous les droits. Y compris d'imposer des conditions de travail dignes d'un autre temps. Sans par-

ler des conditions d'hygiène déplorables, des fuites aux toits, des sanitaires en panne, des portes cassées et autres chutes de verre. Rien d'étonnant à ce que les accidents soient fréquents.

Alors, ce ne sont pas les motifs de colère qui manquent et la grève des Métaux ne fait qu'exprimer un ras-le-bol général.

Delachaux semble vouloir laisser «pourrir» la grève. Mais ce faisant, il prend peut-être le risque de permettre à d'autres de rejoindre le mouvement. Les grévistes ont déjà tenté de faire le tour des ateliers malgré les chefs. Vu la dernière rallonge annuelle de 2% dont la moitié à la tête du client, toute l'usine est sensible à l'idée des 1000 F. Même si, pour l'instant, cela ne s'exprime que par le succès massif d'une pétition, ce qui, chez Delachaux, est déjà en soit un événement.

Correspondant LO

#### Fonderies de l'Authion - Angers

#### GRÈVE CONTRE LA MENACE DE BAISSE DES SALAIRES

Ponts-de-Cé, à côté d'Angers, appartiennent à un groupe, le groupe Waeles qui produit essentiellement des accessoires auto et qui emploie quelque 3000 salariés.

Aux Ponts-de-Cé, 170 salariés travaillent en Fonderie aluminium. Une autre entreprise du groupe, à Argentan dans l'Orne, a la même activité et emploie 400 salariés.

La direction a annoncé qu'elle avait l'intention de baisser les salaires de 10 à 15% selon les catégories. Ceux qui refuseraient la modification de leur contrat de travail dans ce sens seraient licenciés. La direction prétend que c'est ça

Les Fonderies de l'Authion aux ou la fermeture du site qui, à cause des «hauts salaires» qui y sont pratiqués, n'est absolument plus concurrentiel.

Les travailleurs ne l'entendent évidemment pas de cette oreille. Et depuis le mercredi 11 octobre, ils sont en grève totale.

Les travailleurs des Fonderies ont décidé de porter l'affaire devant l'ensemble des salariés, ceux du groupe Waeles d'une part, et ceux de la région angevine d'autre part.

Le 16 octobre, ils sont allés à une cinquantaine à Argentan, voir les travailleurs de Waeles alu. Une bonne cinquantaine de travailleurs de cette entreprise ont débrayé pour

venir discuter avec eux à la porte. Dans le même temps, une trentaine de ceux restés à Angers sont allés rendre visite aux travailleurs d'une petite entreprise de la métallurgie, Outelec, où la moitié des quarante salariés a débrayé pour les rejoindre devant la porte. Et le lendemain, mardi 17, c'est à l'usine Tourco, qu'ils ont refait la même chose. Partout l'accueil rencontré est chaleureux.

Les travailleurs des Fonderies de l'Authion n'ont pas l'intention d'en rester là. Et de nombreux militants ouvriers de la région angevine attendent et préparent leur visite!

#### **SVF** Châteauneuf-les-Martigues

### LA FIN DE LA GREVE

France à Châteauneuf-lès-Martigues, les travailleurs ont cessé leur grève le lundi 16 octobre.

Dans la nuit du mardi 10 octobre, le sous-préfet suivi de policiers s'était rendu à l'usine afin de «libérer» les directeurs retenus par les grévistes. La grève continua toute la semaine et la reprise fut décidée pour le lundi 16 octobre.

La menace des 143 suppressions d'emplois continue à peser sur la tête du personnel et cela

A la Société des Vins de d'autant plus que le propriétaire de l'entreprise possède déjà par ailleurs, une filière d'embouteillage de vins.

Toutes les excuses sont bonnes. Ainsi un des derniers arguments consiste à dire que la taxe professionnelle est trop chère. Mais le propriétaire oublie de rajouter qu'une partie très substantielle en est reversée à l'entreprise sous forme de dégrèvements.

Toutes ces couleuvres ne passent pas.

## Dans les entreprises



A Ormes, nous sommes 127 à travailler pour Submarcom, la filiale d'Alcatel qui fabrique du matériel de transmission téléphonique sur fibre optique destiné à être immergé au fond des mers.

Cette filiale, qui n'existe que depuis 18 mois, n'a été créée que pour regrouper toutes les activités sousmarines d'Alcatel sur la planète. Précédemment, nous faisions partie d'Alcatel CIT, comme le reste des 700 travailleurs de l'usine.

Ces 18 mois auront pourtant été suffisants pour que nos nouveaux directeurs estiment que nous étions trop nombreux, et décident la suppression de 764 postes sur 2040 dans le monde, dont 68 à Ormes.

Devant ces projets, d'autant plus révoltants que chaque travailleur de Submarcom aura rapporté à la direction 10000F de bénéfices chaque mois de l'année 1994. nous avons décidé de nous rendre au CCE où devaient être annoncées ces mesures.

Nous sommes montés à 70, bien décidés à nous faire entendre. A Clichy, les directeurs n'ont pas été déçus. Ils ont fait fermer les grilles en nous voyant arriver et n'ont pas osé les rouvrir durant tout le temps de notre présence. Nous avons bloqué l'entrée des véhicules toute la matinée et, avec les pétards, la corne de brume et le mégaphone ils ne pouvaient pas ne pas nous entendre.

Le PDG a reçu une délégation pour lui dire que c'était décidé, mais qu'il nous comprenait, «il venait lui-même d'une famille ouvrière».

Décidément, cela se fait beaucoup d'invoquer la famille, à Alcatel. On avait déjà Suard, avec son tonton mineur.

Le plus drôle aura été notre départ : nous voyant monter dans le car, ils avaient rouvert les grilles, mais nous sommes repassés devant les portes et avons fait mine de vouloir rentrer avec le bus. Il fallait voir

les responsables courir fermer les grilles sous l'hilarité générale.

De retour à Ormes, une centaine de travailleurs de CIT et Submarcom nous attendaient pour un débrayage. Là aussi, nous avons fait une arrivée remarquée, à coups de trompe.

Il a été décidé de remettre une déclaration des délégués aux directeurs locaux de Submarcom et de CIT. Ça n'a pas loupé, le premier nous a assuré qu'il «ferait tout ce qui était en son pouvoir»...

Le second, qui a déjà fermé l'usine de Montargis, a commencé par se disculper en

disant qu'il n'y était pour rien. Puis il nous a «assuré que, s'il pouvait faire quelque chose, il le ferait ».

Merci. Si nous comptons sur quelque chose, ce n'est certainement pas sur eux mais sur notre mobilisation.

Derrière cette compassion transparaît une certaine crainte. Ces messieurs ne sont pas habitués à ce que nous réagissions de la sorte. Une bonne raison pour ne plus les

Ce qui fait rager beaucoup d'entre nous, c'est d'apprendre le jour même que les travailleurs d'Alcatel Contracting, situé à Clichy sur

le trottoir d'en face, avaient débrayé 15 jours plus tôt. Deux jours avant notre expédition, les travailleurs d'Alcatel Câble de Dinard avaient fait brûler des pneus à l'emplacement où nous étions pour protester. Eux aussi manifestaient contre leurs licenciements, sans parler des débrayages qui ont eu lieu ces jours derniers à Cherbourg, La Verrière, Vélizy...

Tout le monde est bien conscient que ce n'est pas en nous mobilisant les uns après les autres que nous réussirons à faire reculer les patrons.

**Correspondant LO** 

### C'est dur d'être PDG SUARD RIME AVEC MILLIARD

d'Alcatel-Alsthom ne sont pas les PDG les plus mal payés du pays. Suard touche 15 millions de francs par an. Tchuruk, 10 millions de francs.

salaire. La position de cette entreprise multinatio-PDG, et cela vaut pour quelques très hauts cadres d'entreprise, permet d'accéder aux « stock options», ces actions proposées à des prix de faveur et qui sont censées intéresser les hauts dirigeants d'entreprise au sort de celle-ci (plus elle fait de profits, plus ils empochent de gain sur ces actions). L'un des avantages de cette formule est que cadres et PDG prennent une option sur une action qu'ils peuvent n'acheter (à faible prix) que lorsqu'ils sont

Le ou plutôt les patrons sûrs qu'elle a pris de la value d'environ 600 francs valeur.

Or, à l'occasion d'un redressement fiscal de 100 millions de francs que le fisc réclame à Alcatel-Alsthom, on apprend qu'en Mais cela, c'est le 1988, 311 responsables de nale se sont partagé un milliard de francs par l'intermédiaire de ces fameuses

Lors de l'enquête sur les revenus de Suard, celui-ci avait répondu au juge, qui lui demandait comment il avait financé l'achat du terrain et la construction de son hôtel particulier pour un coût global de 50 millions de francs, qu'en 1988 il s'était distribué lui-même 100000 stock options sur une filiale néerlandaise; actions revendues trois ans plus tard, avec une plus-

par action, soit un gain total de 60 millions, presque nets d'impôt puisque cette somme n'est imposable qu'à 20%. En même temps que lui, 79 hauts cadres s'étaient partagé une plus-

Dans la même période, il avait empoché encore 10 millions de francs sur d'autres stock-options de son groupe. Là, c'était près de trois cents cadres qui s'étaient distribué 500 millions. Les parts étaient moins grosses.

Pas étonnant que Suard ait récidivé en s'offrant en 1989 une maison de 10 millions de francs, payée comme le reste «comptant et sans emprunt».

Une chose préoccupe toute ma vie... les limiers du fisc. Dans le

cas de la filiale néerlandaise, il semble que le PDG d'Alcatel ait fixé arbitrairement le prix de cession des actions, histoire en quelque sorte de se distribuer à lui et quelques autres une belle surprime, value de 450 millions de d'autant plus facilement que cette filiale néerlandaise était aussi l'un des lieux de passage des surfacturations sur France Télécom.

> Quand il était sur la sellette il y a quelques mois, Suard avait déclaré à une journaliste de la télé, qui l'interrogeait sur la hauteur de ses revenus : « C'est bien normal que je gagne tout cet argent, j'ai travaillé toute ma vie». Il voulait certainement dire : j'ai fait travailler mon argent

J. F.

### Dans les entreprises

#### Lever Haubourdin (Nord)

## NON AUX LICENCIEMENTS! NON À LA REDUCTION DES SALAIRES

**Depuis plusieurs** mois, la direction cherche à imposer une réduction d'horaire à 32 heures avec réduction des salaires à 92% la première année et 90% ensuite.

Une prime de 6 000F serait prévue avant fin 1995, mais elle ne compenserait pas la perte de salaire de 8 % de la première

La direction a augmenté ses pressions pour obtenir la signature des syndicats, envoyant 122 lettres de licenciement, qui ne seraient annulées qu'à «la signature de l'accord sur ce nouvel aménagement du temps de tra-

Sauf qu'il n'y a pas «accord» avec les propositions de la direction, ni d'une grande partie des ouvriers, ni des délégués les plus conscients

Mercredi 11, l'équipe d'aprèsmidi a voté la grève pour exiger la levée des 122 licenciements et pour refuser les pertes de salaire. Les autres équipes ont suivi, et l'usine est maintenant paralysée par une grève très largement majoritaire.

Tout le monde avait quand même fini par s'apercevoir que les négociations avec la direction ne donnaient rien et qu'elle comptait maintenir ses licenciements, vu que les deux principaux syndicats de l'usine n'acceptaient pas de signer un protocole qui prévoit la diminu-

tion des salaires, accompagnée en plus de quelques dizaines de licenciements secs. Et cela même si les 32 heures étaient mises en place!

La grève a uni des ouvriers, des employés et même des agents de maîtrise, qui pour certains n'avaient jamais fait grève.

Bien sûr, alors qu'il ne reste plus à l'effectif de l'usine que 413 ouvriers et deux centaines d'employés, maîtrise et cadres, la situation n'est pas facile pour les travailleurs. D'autant plus que les entrepôts, hors de l'usine, seraient pleins et que d'autres centres ont la capacité de sortir les mêmes lessives que celles d'Haubourdin.

En fin de semaine, tout le monde a de nouveau reçu une lettre de la direction dans laquelle elle maintenait ses positions. Elle s'engageait simplement à ne pas procéder à des licenciements en 1995! A deux mois et demi de la fin de l'année, c'est un engagement qui ne coûte pas grandchose.

Lundi 16 octobre, les grévistes étaient encore plus nombreux que vendredi. Seuls une soixantaine de non-grévistes ont osé passer le piquet.

Les 122 salariés menacés de licenciement ont reçu une nouvelle lettre leur annonçant que le délai était prolongé d'un mois! C'est un premier petit recul de la

Il va dépendre de la détermination des grévistes qu'il y en ait d'autres.

**Correspondant LO** 



ELM-Leblanc (Drancy)

### **HISTOIRE** SANS PAROLES (DE PATRON!)

A ELM Leblanc, entreprise de chaudières murales à gaz située à Drancy, le patron nous explique depuis des mois que les chaudières ne se vendent plus, que c'est une véritable catastrophe.

Ce serait la faute aux dévaluations des monnaies étrangères, ou encore au changement des normes européennes, ou à toute autre raison, selon le jour et l'humeur de la direction. Depuis des mois aussi, elle est obligée, dit-elle, le cœur fendu, de nous imposer une semaine de chômage partiel chaque mois, avec les pertes de salaire qui vont avec. Cela devait d'ailleurs durer, «autant qu'il le faudrait», dit le patron, ajoutant qu'il n'est même pas sûr de pouvoir

éviter des licenciements...

Ce qui est certain en revanche, c'est qu'il nous raconte ce qu'il veut, sans qu'on ait aucun moyen de vérifier ce qu'il en est réellement, même si, chaque mois, les délégués au Comité d'entreprise ont eu droit à des chiffres – officiels, bien sûr – sur la production, les stocks, etc.

Ainsi au retour des direction entonnait la même pour la fin du mois. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, chacun prévoyait comment occuper ce repos forcé. Mais, coup de théâtre, à la réunion du Comité d'entreprise de septembre, le patron avait le culot de prétendre qu'il avait été touché par le sort des ouvriers et leur paie. Puis, en dix minutes, après un aller-retour dans son bureau, il déclarait qu'il n'y aurait plus de chômage partiel jusqu'à la fin de l'année. En dix minutes, c'en était

donc fini des histoires de chaudières invendues, de production à ralentir, des normes européennes, etc. Tout s'était envolé d'un coup de baguette magique et au plus grand mépris des travailleurs de l'usine à qui on dit un jour blanc et le lendemain noir.

En même temps qu'il annonçait la suppression du congés, début septembre, la chômage partiel, le patron promettait qu'il n'y aurait chanson et annonçait une pas non plus de licenciesemaine de chômage partiel ments jusqu'à la fin de l'année mais seulement des incitations à quelques départs en retraite ou préretraite progressive, au volontariat. Mais que vaut une parole de patron? Autant dire que l'inquiétude n'a pas disparu. Mais il y a au moins une chose à retenir de cette affaire : c'est la nécessité pour les travailleurs d'aller mettre leur nez dans les livres de comptes des patrons, si nous voulons vraiment savoir la vérité.

**Correspondant LO** 

#### **AGF**

## **ASSURANCE** ... SANS

Vendredi 13 octobre, des manifestants de Act Up Paris sont venus manifester au siège des AGF. Ils entendaient protester contre le fait que les AGF commercialisent dans les facultés un contrat d'assurance maladie complémentaire intitulé «Tonus Étudiant», comportant un question-

naire médical. Pour souscrire, il ne faut pas avoir suivi de traitement médical, paramédical ou psychologique de plus d'un mois durant les trois dernières années, ni avoir été hospitalisé durant les cinq dernières années, ni surtout être séropositif. En effet, en 1990, la loi Evin interdisant de demander le statut sérologique d'une personne a fait l'objet d'une notable exception, les assureurs!

Il est probable que, si les assureurs font le tri de leurs clients, il restera aux mutuelles étudiantes qui, elles, ne font pas de discrimination, les personnes à risque. On le voit, les discours sur la solidarité s'arrêtent à la porte des intérêts sonnants et trébuchants des assureurs.

#### Atelier du TGV de Châtillon (Hauts-de-Seine)

#### LA GRÈVE DES **NETTOYEURS** CONTINUE

Les TGV Atlantique ne sont plus nettoyés depuis le 4 octobre, les travailleurs de l'entreprise TSI de Châtillon et de la gare Montparnasse à Paris étant en grève.

Ils ont eu le coup de sang en apprenant que 127 d'entre eux, sur 300, travailleraient de 16 à 32 heures par semaine, au lieu de 39, à partir du 1er novembre. Il n'était pas question d'accepter de gagner 3 000 F par mois, si ce n'est moins.

TSI remballait son projet... mais sortait un plan social dans lequel elle proposait des mises à la retraite, des FNE, des stages de reconversion... et aussi le temps partiel.

Les grévistes, en assemblée générale, votaient contre ce «plan social», refusant que l'on discute du plan tant que TSI ne retirerait pas le temps partiel.

Toute la semaine, les grévistes ont montré leur détermination en allant informer les cheminots de Châtillon, de Montrouge et de Montparnasse. Et même le chef d'établissement de Châtillon a eu droit à leur visite. Un peu gêné, il a dit aux grévistes qu'il essaierait de jouer les médiateurs avec TSI. En fait de médiation, il cherche à faire nettoyer les trains en province. Avec bien des difficultés.

Il y a eu une manifestation à la gare Montparnasse jusqu'auprès des bureaux de la direction SNCF.

Les grévistes se font entendre et sont décidés à tenir jusqu'à satisfaction.

Correspondant LO

### FIN DE LA GREVE Gare de Lyon SUR LA LIGNE D DU RER

teurs de la ligne D du RER ont lequel ils déclarent avoir reçu la forrepris le travail après avoir obtenu partiellement satisfaction. Cette ligne doit relier la banlieue sud à la banlieue nord en traversant Paris par un nouveau tunnel.

La SNCF avait tout prévu pour son ouverture au public, annoncée pour le 24 septembre. Elle avait pensé au matériel roulant, à la rénovation des gares, du système d'affichage des trains, à tout... sauf aux hommes qui conduisent les trains!

En effet, la mise en service de cette ligne s'accompagne de la dégradation des conditions de travail des conducteurs à cause de parcours beaucoup plus longs, de nombreux arrêts avec fermeture des portes, des risques d'incidents ou d'accidents car le conducteur est seul pour vérifier que tout va bien, que personne ne reste bloqué, etc. C'est pourquoi les conducteurs de la banlieue sud, dans leur ensemble, réclament la possibilité d'être relevés à la Gare de Lyon (et donc de ne pas poursuivre jusqu'en banlieue nord), ce qui implique des embauches. En conséquence, ils ont refusé de signer une «reconnais-

Jeudi 12 octobre, les conduc- sance de ligne », document par mation nécessaire pour connaître la ligne et donc pour y conduire des trains, en toute sécurité.

A la veille de l'ouverture au public, 5 conducteurs seulement avaient signé, ce qui était très loin d'être suffisant pour un fonctionnement normal. En réponse, la SNCF sanctionnait en envoyant des «demandes d'explication» à tous les cheminots qui n'avaient pas signé la «reconnaissance de ligne», puis ses cadres pour les menacer de mise à pied, voire de licenciement... Sans grand succès. Elle devait pourtant maintenir cette attitude jusqu'au lendemain de la grève du 10 octobre, bien suivie par l'ensemble des cheminots.

Ce jour-là, le 11 octobre, en fin de matinée, tous les conducteurs «posaient le sac». Contact était pris avec les camarades du réseau nord. concernés aussi par la ligne D, et si le soir le travail reprenait afin de permettre aux banlieusards de rentrer chez eux, les conducteurs décidaient de bloquer toute la banlieue le lendemain, 12 octobre. Des piquets de grève étaient prévus à

Paris, dans différents dépôts de banlieue. Le jour dit, la grève était suivie à 100%, aucun train ne roulait.

Les voyageurs, excédés de n'avoir aucun train pour Paris, de n'être informés de rien par la SNCF, en colère, descendaient sur les voies pour bloquer le trafic grandes lignes, en particulier du TGV. A Brunoy, des centaines de voyageurs envahissaient les voies pratiquement toute la journée jusqu'à ce que la SNCF fasse intervenir contre eux les CRS afin de rétablir la circulation! Finalement. ce 12 octobre, vers 18 heures, la direction annonçait aux syndicats qu'elle accordait 1 000 francs de prime pour le mois d'octobre, une prime mensuelle de 300 francs environ, la création de 7 emplois, une formation supplémentaire pour ceux qui en feraient la demande. Sur cette base, les grévistes de Paris-Lyon, conscients d'avoir marqué des points face à la direction, choisissaient de reprendre le travail tout en étant conscients que les problèmes demeurent et... restent à régler.

Correspondant LO



### Ligne C du RER (Paris)

#### VIGIPIRATE (suite) LES BAVURES

Certains policiers s'étaient déjà rendus coupables d'exactions à l'égard de cheminots travaillant sur la ligne C du RER et ayant le tort d'être maghrébins.

Cette fois-ci, c'est un agent de la gare de Saint-Michel qui a été emmené au commissariat, menottes aux poignets. Sans raison? Au moins une, il est antillais...

son guichet pour venir en aide à des voyageurs, il a été contrôlé en enjambant le tourniquet pour retourner à son poste de travail. Pour juger de sa bonne foi, les policiers ne se sont pas contentés de sa carte d'agent SNCF, ni de sa carte d'identité. Alors qu'il portait la main à sa poche dans

Alors qu'il était sorti de le but de leur montrer les clefs de la recette où il travaillait, les cognes l'ont plaqué contre un mur, bousculé et menotté. Et malgré les protestations et témoignages des usagers, du vendeur du kiosque à journaux voisin et d'un agent de la gare qui le reconnaissaient, il a été embarqué manu militari au commissariat.

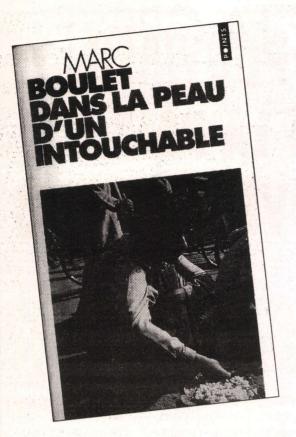
Il a quand même été relâché peu après mais, souffrant de l'épaule et du dos, a dû aller voir un médecin et a porté plainte.

primaire peut expliquer l'attitude des policiers. Présents dans les gares SNCF, ils sont censés assurer la sécurité dans le cadre de l'opération Vigipirate, au lieu de

devenir un véritable danger pour les cheminots comme pour les voyageurs lorsqu'ils laissent libre cours à leur racisme. C'est inadmissible Seul le racisme le plus et, à l'heure actuelle, bon nombre d'agents de la ligne C discutent des moyens à mettre en œuvre pour se faire respecter de ces voyous en uniforme.

Correspondant LO





## DANS LA PEAU D'UN INTOUCHABLE de Marc Boulet

Le procédé journalistique qui consiste à se déguiser pour «partager» quelque temps la vie d'un peuple, si possible exotique, et en tirer ensuite un livre et les revenus qui vont avec, n'est sans doute pas nouveau. Mais il est rare qu'il permette d'accomplir l'objectif promis par un tel titre. Ce livre de Marc Boulet ne fait pas exception. Il reste l'œuvre d'un Occidental plus ou moins bien grimé qui voit la vie de ceux qu'il décrit au travers du prisme de son propre passé. Il n'y aurait d'ailleurs aucune honte à cela, à condition toutefois de... ne pas prétendre le contraire en présentant le reflet de ses propres préjugés comme l'image fidèle d'une réalité sociale.

Ce côté déplaisant mis à part, ce petit livre offre une description, sans doute impressionniste mais frappante quand même, de la vie misérable des millions de sous-prolétaires qui peuplent les grandes villes indiennes, de la violence toujours présente d'une société qui, incapable de pourvoir aux besoins de l'écrasante majorité, compense son indigence par la brutalité de sa police et de ses classes privilégiées. Boulet décrit au passage le poids des religions qui, comme la hiérarchie des castes héritée d'une division sociale du travail depuis longtemps disparue, servent de levier à la classe diricontrôler les masses pauvres. On voit bien à quel point l'image d'Epinal de la «démocratie» indienne que d'autres journalistes et politiciens occidentaux continuent à invoquer périodiquement est dérisoire! Et après tout, il n'y a pas beaucoup d'ouvrages récents disponibles en français qui le

Là où il y aurait sans doute plus de réserves à émettre, c'est dans les analyses auxquelles l'auteur se livre de loin en loin, faisant par exemple du système des

la société indienne et de l'hindouisme la cause de tous ses maux. Comme si la société de classes n'était pas capable de recycler à son profit tous les archaïsmes hérités du passé, voire de les exemple le cas de l'hindouisme par les bons soins des politiciens bien bourgeois et occidentalisés qui, à la tête du parti intégriste hindou BJP, se servent du fanatisme religieux comme conduire au pouvoir.

D'ailleurs, mais on ne lui sert de protection. geante pour diviser et castes le principal fléau de peut bien sûr pas reprocher

à un ouvrage journalistique de n'être que cela, à condition là encore de ne pas prétendre tout expliquer, on cherchera vainement dans ce livre ne serait-ce qu'une allusion à un autre aspect de amplifier comme c'est par la société indienne : l'existence d'une classe ouvrière, dans laquelle le système des castes s'est depuis longtemps en grande partie dissous, et d'un mouvement ouvrier qui, bien des fois, a fait trembler la bourgeoisie d'une locomotive pour les indienne malgré le carcan d'archaïsmes rétrogrades qui

N.M.



### UN MATIN DE VIRGINIE

de William Styron

L'écrivain américain William Styron s'est inspiré d'épisodes de sa propre vie pour écrire ces «trois histoires de jeunesse».

ans. Il est engagé dans les Marines et se retrouve au large d'Okinawa, en avril 1945. Comme tous ses compagnons, il se croit «gonflé à bloc », avide de tuer un maximum de Japonais. Mais le bruit court que leur unité ne fera pas partie de l'offensive principale. Quelle gloire attendre d'une attaque amphibie de diversion? Paul et son ami Stiles se sentent frustrés et cherchent un réconfort auprès du lieutenant-colonel Halloran pour qui tous les jeunots ont une véritable vénération. Vu de près, le modèle de l'officier valeureux laisse à désirer. Il est gorgé de whisky et de

haine des Japonais. Il raconte

de longues histoires à périr d'ennui et classe tous les

Dans la première nouvelle

le jeune Paul est âgé de vingt

en « bolchos ou anti-bol- Paul a treize ans. Il livre des chos».

Quand à Paul, derrière sa façade de brave qui veut en découdre, il se révèle un jeune désemparé, nostalgique de son pays natal et plutôt teur noir. A cela s'ajoute la soulagé de ne pas avoir à dégradation des relations mourir au combat.

Les deux récits suivants reportent le lecteur dans une région côtière de Virginie dans les années 1935 et 1938. Shadrach est l'histoire d'un vieux Noir qui a été vendu dans sa jeunesse comme esclave en Alabama. Son dernier souhait est d'être enterré dans la propriété qu'il a connue dans son enfance. On suit parallèlement l'histoire d'une famille blanche, imbue de ses origines et la déchéance la plus totale.

penseurs des siècles passés Dans Un matin de Virginie, journaux, dès cinq heures du matin, pour une paie dérisoire. Il est le témoin écœuré des humiliations que fait subir son patron à son servientre son père et sa mère, minée par la maladie.

> L'accent de vérité de ce recueil est indéniable. Au travers de quelques-unes de ses expériences personnelles plutôt douloureuses, Styron trace un tableau intéressant de la Virginie dans le contexte fiévreux des préparatifs de guerre des Etats-

> > J.-P. CALVI

Un matin de Virginie sombrant dans la pauvreté et de William Styron, Éditions Gallimard, 85 F

### FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE **A DIJON**

SAMEDI 4 NOVEMBRE à partir de 19h

DIMANCHE 5 NOVEMBRE à partir de 12h Salle Mendès-France, QUETIĠNY

# Le prix Nobel de la paix 1995

## **ROTBLAT ET «PUGWASH»** N'ATTENDENT LA PAIX...

## E DU BON VOULOIR DES GOUVERNE

En décernant le prix Nobel de la Paix au groupe antinucléaire Pugwash et à son président, le physicien anglais d'origine polonaise Joseph Rotblat, le jury a voulu montrer sa condamnation des essais nucléaires français dans le Pacifique et en même temps célébrer, à sa façon, le cinquantenaire de la bombe d'Hiroshima.

Relativement peu connu aujourd'hui, Joseph Rotblat bombe en premier, mais bien est l'un des derniers survi- plutôt d'assurer l'hégémonie vants du groupe de chercheurs venant de tous les d'être soupçonné de sympacoins du monde qui furent rassemblés aux USA dans le projet Manhattan d'où sortit la bombe d'Hiroshima. Mais Rotblat fut aussi le premier de ces savants à s'opposer à son but réel et à en démissionner, avant même que soit produite la première bombe opérationnelle. Cela valut à l'étude des effets des radia-

Rotblat bien des ennuis avec les services spéciaux américains, qui ne l'autorisèrent à aller se fixer à Londres qu'à la condition expresse de ne jamais révéler les raisons de son départ.

En fait, rompant ce silence forcé quelques mois plus tard, Rotblat expliquera qu'il avait décidé de partir après avoir entendu des officiers supérieurs se féliciter de disposer bientôt d'une arme capable de réduire l'URSS au silence. Ce fut à ce moment, dira Rotblat, qu'il comprit que le véritable objectif du projet Manhattan n'avait jamais été de se prémunir contre le risque de voir la machine de guerre allemande produire la américaine. Cela lui valut thies, voire même d'espionnage, en faveur de l'URSS et ceci d'ailleurs encore très récemment.

Une fois la guerre terminée, Rotblat devint une autorité reconnue dans le domaine de la physique médicale, et en particulier dans celui de

tions, nucléaires entre autres, sur l'homme. Mais il ne renonça pas pour autant à protester contre l'arme qu'il avait aidé à créer. En 1955, il fut l'un des onze signataires du manifeste Russell-Einstein, aux côtés de Joliot-Curie, Max Born et Linus Pauling, qui déclarait entre

«Compte tenu du fait que dans toute guerre mondiale de l'avenir, les armes nucléaires seront certainement employées et que ces armes menacent l'existence continue de l'humanité, nous pressons les gouvernements du monde de réaliser - et de faire savoir publiquement que leurs visées ne peuvent s'appuyer sur une guerre mondiale; et nous les pressons, en conséquence, de trouver les moyens pacifiques de régler tous les conflits entre eux.»

Ce fut sur la base de cet appel que des scientifiques du monde entier fondèrent en juillet 1957 la Conférence sur la Science et la Politique Internationale ou Conférence «Pugwash», du nom du lieu où se tint sa première session,

le village canadien natal du milliardaire Cyrus Eaton qui avait accepté de financer cette réunion.

Pugwash n'a jamais eu pour but de devenir un mouvement d'opinion, et c'est sans doute pourquoi son nom est pratiquement inconnu, comparé à ceux de tant d'autres groupements antinucléaires ou pacifistes. Son but est resté tel qu'il était défini dans le manifeste Russell-Einstein: celui de donner des conseils aux gouvernements, appuyés sur l'autorité et le renom des savants qui en sont membres, de façon pour ainsi dire occulte. Ce qui expliquerait, si ce qu'ont rapporté certains journalistes est exact, qu'à certains moments de la Guerre Froide Pugwash ait servi d'intermédiaire diplomatique entre les deux blocs.

La démarche de Russell et d'Einstein comme celle de Joseph Rotblat s'appuient sur l'idée, respectable en ellemême, que c'est aux scientifiques d'assumer la responsabilité de leurs découvertes et donc de lutter contre toute utilisation nuisible qui peut en être faite. Mais c'est une

lutte qu'ils n'ont jamais conçue autrement que dans le cadre toléré par les grandes puissances, c'est-à-dire sans la participation des peuples, en cherchant à discuter d'égal à égal avec les grands de ce monde sans remettre en question les causes réelles des guerres. Le manifeste Russell-Einstein en donna d'ailleurs un exemple puisqu'en 1955, il ne posait même pas le problème des responsabilités des puissances impérialistes dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et se bornait à demander à des gouvernements qui, depuis dix ans, faisaient la guerre contre les peuples aux quatre coins du monde pour imposer l'ordre impérialiste, de la Malaisie à la Corée et du Moyen-Orient à l'Indochine, de se montrer raisonnables en évitant une nouvelle guerre mondiale!

C'est dire toute la distance qu'il y a entre le pacifisme de lobbies de la paix tels que Pugwash, et l'abolition du risque de guerre, nucléaire ou pas – celle de la destruction du capitalisme.

François ROULEAU

## CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE... DII CADITALIS

Mardi 17 octobre a eu lieu la Journée mondiale du refus de la misère : quelques discours, une feinte sollicitude, beaucoup d'hypocrisie, mais rien qui puisse remplir un ventre vide. La veille était célébré le cinquantenaire de la première des institutions spécialisées des Nations-Unies, la FAO, Organisation pour l'alimentation et l'agriculture.

Pour la FAO, il s'agissait lorsqu'elle fut créée de «nourrir la planète». Un demi-siècle plus tard, la planète ou plutôt le système social qui y domine, le capitalisme, ne nourrit toujours pas tous les habitants, loin s'en faut. Les dernières statistiques fournies estiment à quelque 800 millions le nombre de personnes sous-alimentées.

Et pourtant, durant le même temps, les progrès scientifiques et techniques ont permis de tripler les rendements agricoles, alors que la population mondiale, elle, n'a pas augmenté dans les mêmes proportions. Ceci pour souligner combien

les propos accusant une prétendue explosion démographique d'être responsable de la sous-alimentation sont mensongers et ne servent qu'à masquer les vrais responsables. D'ailleurs, bien des experts de la FAO reconnaissent qu'il «ne paraît pas y avoir d'obstacles insurmontables en matière de ressources et de technologies au niveau mondial qui empêcheraient d'accroître les disponibilités alimentaires mondiales dans la mesure requise par la croissance de la demande réelle» (cité par Le Monde du 17 octobre).

Alors, si la planète peut nourrir tous ceux qui l'habitent, pourquoi 800 millions d'individus souffrentils de sous-alimentation? La raison est évidemment sociale. Dans notre monde où toutes les productions, y compris les productions alimentaires, sont des marchandises destinées à la vente et doivent rapporter du profit, on meurt de faim parce que l'on ne dispose pas des revenus nécessaires pour assouvir ce besoin essentiel et élémentaire qu'est l'alimentation. Ce ne sont pas les caprices de la nature qu'il faut alors incriminer. Plutôt que de pénurie d'aliments il faut parler, comme le reconnaît la FAO, «de pénurie de revenus ou



Misère à Madagascar. La faible densité de la population de ce pays n'empêche ni la pauvreté ni la sous-alimentation. C'est l'impérialisme qui est en cause.

de pouvoir d'achat, en bref de pauvreté ou de manque de moyens donnant accès à la nourriture».

Par ailleurs, si l'augmentation de la production céréalière a ralenti brusquement à partir de 1984, la raison est à rechercher dans la politique des grands groupes des pays exportateurs de céréales, les États-Unis, le Canada, l'Union européenne... qui ont entrepris de geler des terres par l'institution de la jachère, afin de baisser volontairement la production pour soutenir des cours jugés trop bas. Et puis, quand la baisse volontaire de la production ne suffit pas, c'est à la

destruction pure et simple des produits alimentaires que l'on assiste, alors que dans bien des pays des gens meurent de sous-alimentation; alors que dans les grands pays producteurs eux-mêmes, de plus en plus nombreux sont ceux qui voient se réduire leurs possibilités d'accès à l'alimentation.

Ce système est injuste, inadmissible, choquant; tout comme sont choquants d'ailleurs les prétendus gestes que font les gouvernants de ce monde à l'égard des plus pauvres... l'espace d'une journée par an!

G. I.